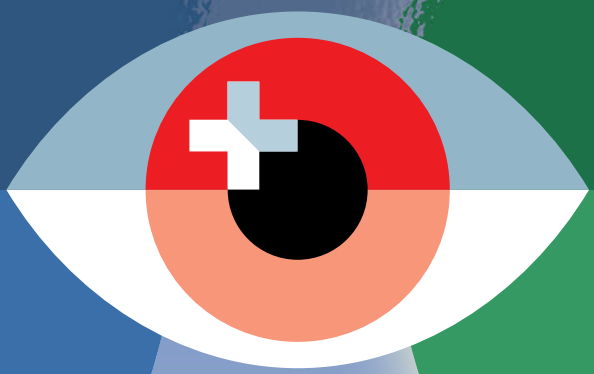
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Service de renseignement de la Confédération SRC

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE 2021



Rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE 2021

Rapport de situation
du Service de renseignement
de la Confédération

Table des matières

De l'importance de la détection précoce 5

Le rapport de situation en bref 9

Environnement stratégique 17

Le terrorisme djihadiste et ethno-nationaliste 35

L'extrémisme violent de droite et de gauche 51

Prolifération 63

Espionnage 71

Menace contre les infrastructures critiques 81

Chiffres et éléments clés 89

Liste des abréviations 99

De l'importance de la détection précoce

La COVID-19 va influer durablement sur notre politique de sécurité. L'une des principales leçons tirées de la pandémie est qu'il faut un approvisionnement en biens et en services critiques et vitaux qui résiste aux crises. La situation que nous vivons en ce moment nous rappelle aussi la nécessité de renforcer notre protection contre les catastrophes et les situations d'urgence. Au-delà de la COVID-19, nous devons en effet nous attendre à d'autres pandémies sévères et à des catastrophes naturelles qui vont gagner en fréquence et en gravité.

Le présent rapport de situation du SRC montre une nouvelle fois clairement à quel point notre sécurité est mise en péril. La situation sécuritaire internationale est toujours plus imprévisible et nous devons accorder la plus grande attention à la politique de sécurité ainsi qu'à tout le spectre des risques et des menaces. Les instruments dont nous disposons en matière de politique de sécurité doivent être développés de manière à ce qu'ils puissent contribuer à repousser et à maîtriser les menaces et les risques d'aujourd'hui et de demain.

La détection précoce des menaces et des crises revêt une importance cruciale à cet égard, raison pour laquelle nous devons continuer à l'améliorer. Le Service de renseignement de la Confédération joue ici un rôle central. La révision de la loi sur le renseignement doit contribuer à ce que ce dernier puisse encore mieux assumer ses missions préventives, main dans la main avec les autres instruments civils et militaires existants, dans sa lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent, l'espionnage et la prolifération. L'optimisation de la détection précoce va aussi permettre de cibler plus efficacement la lutte contre les menaces hybrides et cybernétiques ainsi que contre les activités illégitimes de désinformation et d'influence visant la Suisse. Celles-ci revêtent une importance croissante sur le plan de la politique de sécurité et exigent une attention accrue.

Je vous souhaite bonne lecture de ce rapport de situation annuel du SRC, qui est une contribution essentielle à la discussion sur la politique de sécurité devant être menée non seulement au sein du monde politique, mais également auprès du public.

Viola Amherd, Conseillère fédérale
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS

Le rapport de situation en bref

Par le présent rapport, le SRC veut informer le public au sujet des menaces et des risques pesant sur la sécurité de la Suisse. Le renseignement porte un regard sur le monde qui permet d'identifier les menaces contre la Suisse, avec une focale moins axée sur les feux de paille actuels que sur les foyers d'incendie de demain.

L'environnement politico-sécuritaire de la Suisse reste fortement marqué par la concurrence croissante des grandes puissances et de quelques puissances régionales, avec un déploiement de plus en plus fréquent d'instruments de pouvoir.

- Sous la présidence Biden, les États-Unis vont à nouveau soigner leur système d'alliances global et revenir à une diplomatie multilatérale engagée tout en se posant comme défenseurs de la démocratie. Du point de vue de la politique de sécurité, ils continueront à mettre l'accent sur la concurrence stratégique avec la Chine. Dans le cadre de l'OTAN, les États-Unis vont toujours viser une répartition équitable des charges et encourager leurs alliés et leurs partenaires à les soutenir vis-à-vis de la Chine, notamment dans le domaine des technologies de pointe. S'agissant du conflit avec l'Iran, la nouvelle administration priorise les négociations.

- La volonté stratégique de devenir la plus grande puissance mondiale d'ici au milieu du siècle va rester au centre des actions du gouvernement chinois. L'évolution de la Chine vers un statut de grande puissance globalisée est quasi acquise. Cette intégration globale ne se traduit pas par l'adoption de normes internationales par le Parti communiste mais bien plus par une présentation du modèle gouvernemental chinois comme une alternative crédible à la démocratie libérale.

- L'Union européenne (UE) a le potentiel de devenir un acteur global influent. Pour l'heure, ce potentiel n'est pas complètement utilisé, en raison de la nécessité de rechercher en permanence le consensus. Plusieurs initiatives témoignent de la volonté de renforcer la capacité de défense européenne, même si l'UE reste pour l'heure encore très éloignée d'une autonomie stratégique vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN.

- Sur le plan de la politique étrangère ainsi que de la politique de sécurité, la Russie conserve une marge de manœuvre en raison de la focalisation sur le développement interne du système Poutine. La Russie déploie avec succès ses moyens limités à l'étranger pour renforcer sa sphère d'influence, et ce à relativement moindres

frais. Sur son flanc ouest, elle veut retrouver vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE l'influence qu'elle a perdue avec l'effondrement de l'Union soviétique. Avec la Turquie, la Russie a par ailleurs trouvé un allié dans sa politique de confrontation vis-à-vis de l'Europe, même si leurs intérêts divergent parfois fondamentalement. En tandem, les deux États pourraient renforcer leur position face à l'Europe et gagner en influence dans l'espace méditerranéen.

Nombre de ces évolutions ne concernent pas directement la Suisse. On peut toutefois les considérer comme des indicateurs selon lesquels l'effet protecteur de l'environnement politico-sécuritaire faiblit. La transformation technologique entraîne par ailleurs l'émergence de nouveaux risques, difficilement calculables, touchant en particulier à l'espace cybernétique.

- La pandémie et les mesures de protection en résultant ont généré une forte pression vers la numérisation, ce qui en retour a provoqué un agrandissement de la surface d'attaque pour les cyberattaques, en particulier contre les chaînes logistiques. Les nombreuses entreprises en Suisse qui proposent des accessoires et des services pour les exploitants d'infrastructures critiques dans le pays et à l'étranger constituent également des cibles intéressantes pour des acteurs pilotés par des États.

- Des acteurs étrangers essaient toujours d'acquérir en Suisse du matériel et des technologies de pointe au profit de programmes d'armes de destruction massive ou pour fabriquer des vecteurs. De plus, en raison de son paysage entrepreneurial innovant, la Suisse est exposée aux velléités stratégiques en matière de prolifération.

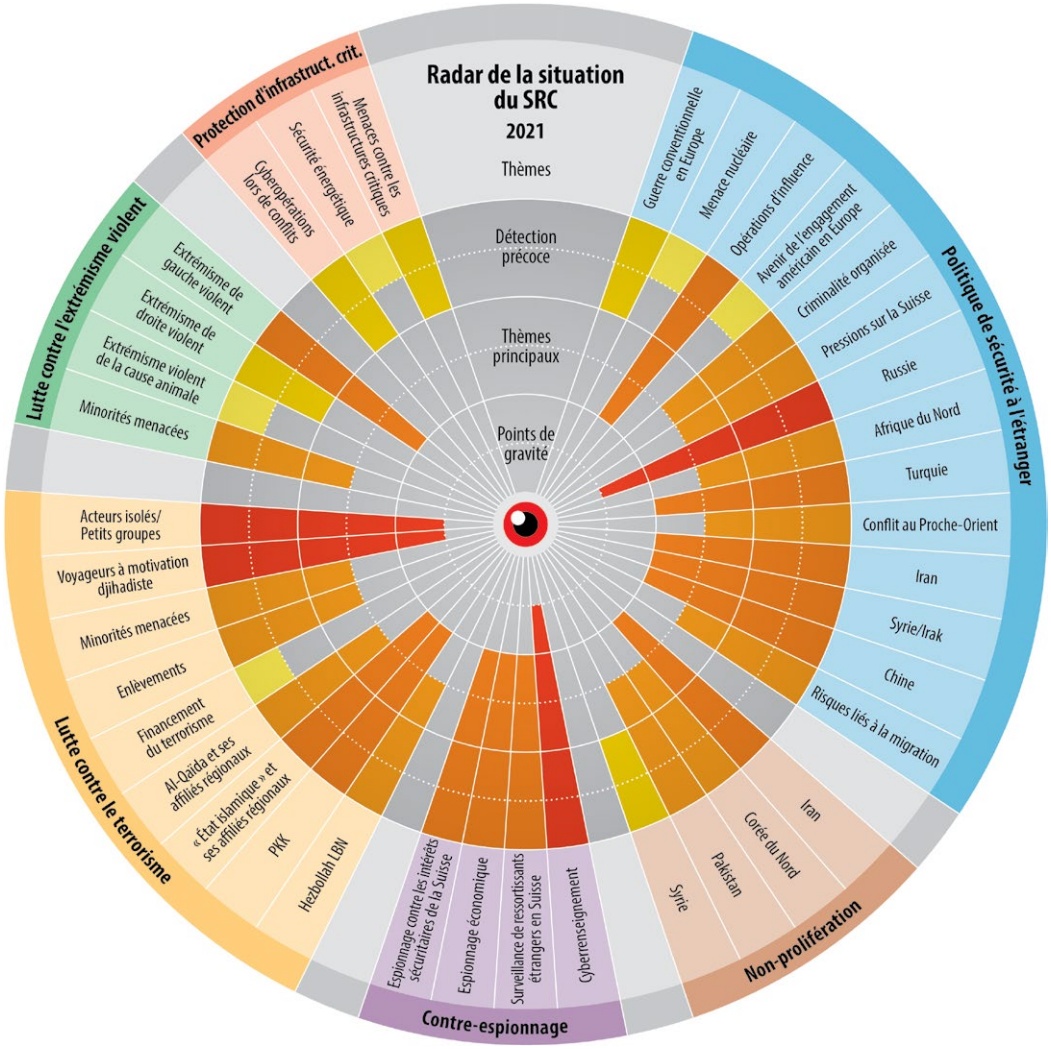
- L'espionnage reste un défi permanent. La numérisation et la mise en réseau entraînent une forte hausse de l'espionnage dans l'espace cybernétique. Les cibles de l'espionnage étranger restent inchangées, avec Genève comme point d'orgue, en raison de la présence des organisations internationales et d'un grand nombre de représentations diplomatiques. Certains services de renseignement étrangers représentent une menace directe pour des groupes-cibles en Suisse. Ces services participent en outre parfois à des activités visant à influencer des intérêts suisses.

- La menace terroriste reste élevée en Suisse. Elle est principalement le fait d'acteurs djihadistes, en première ligne d'auteurs agissant de manière autonome, dont de plus en plus de personnes souffrant de problèmes psychiques.

- Le potentiel de violence émanant de l'extrémisme de droite et de gauche est quant à lui toujours présent en Suisse. Les deux milieux essaient sans cesse d'utiliser à leur profit le potentiel de protestation existant au sein de la société. De plus, il y a toujours le risque lors de crises au long cours ou qui s'intensifient que les protestations s'exacerbent même sans l'intervention des milieux de l'extrême droite ou de l'extrême gauche et qu'elles deviennent en partie violentes.

Le radar de la situation

Le SRC utilise depuis 2011 l'instrument du radar de la situation pour présenter les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du domaine d'activité du SRC. Elle est complétée par des thèmes importants en matière de politique de sécurité tels que les « Risques liés à la migration » et la « Criminalité organisée ». Ces deux thèmes ne sont pas traités dans le présent rapport. Pour plus d'informations à leur sujet, se référer aux rapports des autorités fédérales compétentes.



Environnement stratégique

Résultat de l'appréciation du SRC

Suisse : l'effet protecteur de l'environnement politico-sécuritaire s'affaiblit encore

L'environnement politico-sécuritaire de la Suisse est toujours fortement marqué par la concurrence croissante des grandes puissances et de quelques puissances régionales ainsi que le déploiement plus fréquent d'instruments de pouvoir qui y est lié. Les facteurs de stabilisation comme le contrôle de l'armement conventionnel et nucléaire sont en pleine érosion. Les conflits régionaux tels que ceux en cours en Ukraine, Syrie ou Libye peuvent évoluer vers des conflits complexes par procuration. Ces conflits n'ont que peu de chances d'être résolus par la voie diplomatique et portent le risque d'une confrontation militaire entre grandes puissances ou entre les puissances régionales impliquées. Des conflits larvés peuvent ressurgir même après plusieurs décennies, à l'instar des affrontements au Haut-Karabagh entre septembre et novembre 2020.

L'évolution technologique rapide, en particulier dans le domaine de la défense et dans l'espace cybernétique, débouche sur de nouveaux risques difficilement calculables. L'espace cybernétique ouvre toujours de nouvelles portes à l'espionnage économique, politique et militaire tout en revêtant une grande importance pour les activités de groupes terroristes, extrémistes violents et criminels.

Dans le domaine militaire, les grandes puissances évitent la confrontation directe. La Chine se concentre sur l'extension de sa sphère d'influence alors que la Russie

cherche à la renforcer. Le président Joe Biden, contrairement à son prédécesseur, veut que les États-Unis assument la responsabilité de la conduite internationale de concert avec les pays orientés vers l'Occident. Sous sa présidence, les États-Unis vont également se concentrer sur le défi stratégique représenté par la Chine, puisque c'est surtout la transformation de la Chine en puissance technologique globale qui est considérée comme une menace. Les États-Unis vont exiger de leurs alliés européens qu'ils assument davantage de responsabilité pour leur propre sécurité en Europe tout en les aidant à endiguer la montée en puissance de la Chine dans le domaine technologico-économique.

En raison de son poids économique, l'UE a le potentiel de devenir un acteur global influent, même si ce potentiel n'est pour l'heure pas encore complètement utilisé, en raison de la nécessité à laquelle elle est confrontée de rechercher en permanence le consensus. Des initiatives telles que la Coopération structurée permanente (PESCO) ou le Fonds européen de défense témoignent de la volonté de renforcer la capacité de défense. L'UE reste toutefois encore très éloignée d'une autonomie stratégique vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN. De plus, la pandémie de COVID-19 pourrait freiner ses efforts visant à atteindre l'autonomie sur le plan de la politique de défense ainsi que ses investissements dans la sécurité militaire.

Parmi les puissances régionales, c'est la Turquie qui est la plus agressive dans sa volonté d'élargir sa sphère d'influence, elle qui est engagée militairement à la fois dans le nord de l'Irak ainsi qu'en Syrie et en Libye.

La Suisse n'est pas directement concernée par les efforts de la Russie visant à renforcer son influence en Europe de l'Est ni par les activités militaires accrues de la Chine en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale. Globalement, l'effet protecteur de l'environnement politico-sécuritaire de la Suisse continue à s'affaiblir. Les rivalités pour l'hégémonie globale et régionale ont toute une série de conséquences sur la sécurité intérieure de la Suisse. La lutte contre les tentatives d'espionnage et de prolifération exige toujours plus d'attention et de ressources. La menace terroriste reste quant à elle élevée. Quant au potentiel de violence de l'extrémisme de droite et de gauche en Suisse, il reste inchangé, les deux milieux étant connectés sur le plan international.

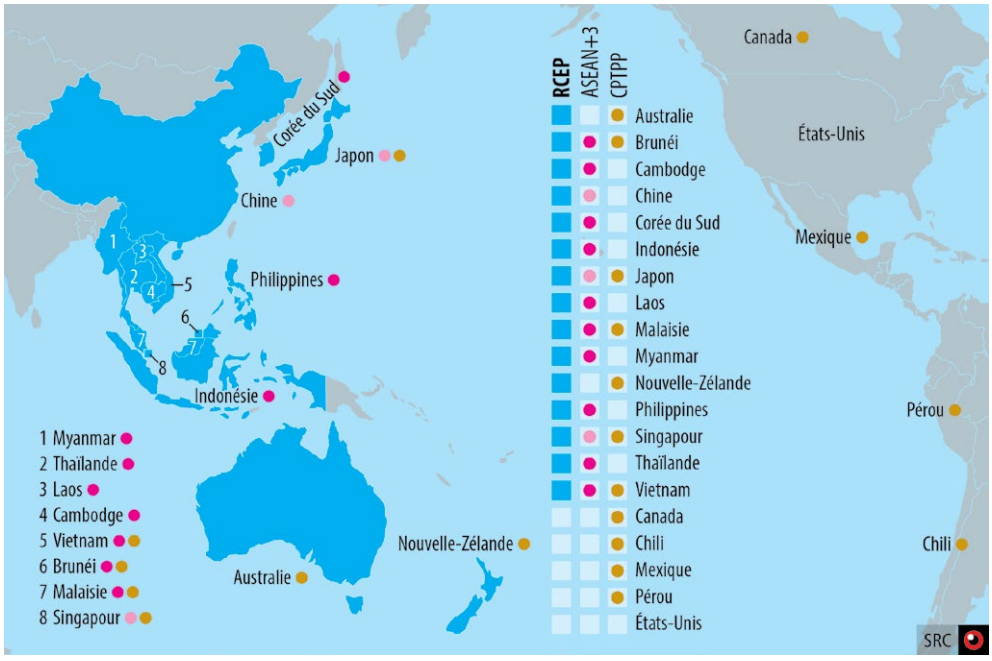
La pandémie a encore aggravé la situation économique en Afrique ainsi qu'au Proche et Moyen-Orient. Des mesures telles que les restrictions de voyage et les interdictions locales de rassemblement freinent en revanche la migration vers l'Europe ainsi que les protestations de masse, en particulier en Irak et au Liban.

Chine : renforcement et extension de la sphère d'influence

Le président Xi Jinping est parvenu à placer nombre de ses affidés aux postes clefs du Parti et de l'État et à imposer sa ligne politique et idéologique. Renforcer le contrôle du Parti sur la Chine, accroître le niveau de vie des citoyens et placer son pays à la pointe des développements technologiques sont ses objectifs principaux. L'économie est certes sous pression de facteurs internes et externes – surendettement, droits de douane et autres restrictions commerciales américains – mais la croissance reste solide, soutenue par un marché intérieur en expansion. Cet environnement, couplé à des mesures efficaces contre la pandémie de COVID-19, a permis à la Chine d'entrer en 2021 avec une relative sérénité. Cette année est marquée par le centenaire du Parti.

Le Parti est fermement décidé à accélérer la montée en puissance économique et politique du pays et à exercer une influence toujours plus grande sur l'ordre international. La Chine se positionne comme partisane du multilatéralisme et s'engage pour le libre-échange. Avec l'accord régional de libre-échange (*Partenariat économique régional global, Regional Comprehensive Economic Partnership, RCEP*), la Chine peut continuer à étendre son influence économique et politique en Asie. Les États-Unis sont ainsi poussés à être plus présents sur le continent asiatique. D'un point de vue global, c'est surtout depuis la pandémie que la Chine polarise. Les vertus du sys-

Pacifique : accords commerciaux et zones économiques



tème chinois, mises en scène à grands renforts de propagande, son influence accrue et des sanctions économiques ponctuelles aggravent encore le conflit systémique régnant entre les États occidentaux libéraux et la Chine.

La Chine se montre intransigeante pour ce qui est de ses revendications territoriales dans les régions bordières ainsi qu'en mer de Chine méridionale ou encore vis-à-vis de Taïwan. Elle ne mise à cet égard pas en première ligne sur l'Armée populaire de libération, mais exerce avant tout une pression politique et économique. Dans les conflits territoriaux en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale, ce sont avant tout des acteurs civils et paramilitaires qui montent au front pour défendre les intérêts chinois. Quant à la modernisation accélérée des forces armées menée par le président Xi Jinping , elle cimente les prétentions de la grande puissance qu'est la Chine en matière de gouvernance dans la région.

Russie : consolidation de la sphère d'influence

En 2020, le président Vladimir Poutine a lancé des préparatifs formels lui permettant de rester au pouvoir au-delà de 2024, soit le terme de sa quatrième législature en tant que président. En juillet 2020, il a fait ratifier par scrutin populaire une modification constitutionnelle, qui lui donne la possibilité de garder toutes les options ouvertes pour continuer à exercer un rôle central au sein du pouvoir russe. Le gouvernement russe mise sur un renforcement permanent des contrôles à l'intérieur du pays. En août 2020, Alexeï Navalny, l'opposant le plus célèbre du régime, a été empoisonné par un agent neurotoxique de qualité militaire. Après sa convalescence et son retour en Russie, il a été arrêté et a dû entamer au début de l'année 2021 une peine de prison de plusieurs années, préalablement assortie du sursis. En septembre 2020, le parti gouvernemental Russie Unie a remporté sans difficultés aucunes les élections régionales et communales, qui avaient également valeur de test pour les élections à la Douma (chambre basse du Parlement) de septembre 2021. La politique économique russe se débat avec les graves conséquences de la pandémie de COVID-19 ainsi qu'avec les sanctions des États occidentaux. Le gouvernement russe s'en tient toutefois pour l'heure à son cours conservateur en matière de politique fiscale, qui privilégie les provisions, l'autarcie et la résilience sur les investissements et les dépenses sociales.

Du point de vue de la politique étrangère ainsi que de la politique de sécurité, la Russie met toujours l'accent sur la récupération de l'influence qu'elle a perdue avec l'effondrement de l'Union soviétique sur son flanc occidental, dans l'espace stratégiquement important vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE, ainsi que sur son flanc méridional, dans l'espace vis-à-vis du Proche et Moyen-Orient. Au Bélarus, la Rus-

sie a étendu son influence. Lors de la crise qui a suivi les élections présidentielles contestées d'août 2020, la Russie a largement bouclé le théâtre des opérations pour le préserver de toute influence occidentale et a aidé le régime du président Alexandre Loukachenko à ne pas chuter. La Russie se met ainsi en position de s'allier durablement le Bélarus. En Ukraine, la Russie vise à utiliser la faible présidence et les influents oligarques pour mettre en place des structures prorusses, afin de récupérer à moyen terme suffisamment d'influence sur la prise de décisions stratégiques à Kiev. Les territoires séparatistes prorusses constituent à cet égard toujours le principal

Sphères d'influence militaires de la Russie (aperçu régional)

levier de la Russie pour empêcher l'inclination de l'Ukraine vers l'Occident. Dans le Caucase du Sud, la Russie a confirmé en 2020 son rôle dominant, elle qui a obtenu le cessez-le-feu dans la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie au Haut-Karabagh et a renforcé sa propre présence militaire dans la région en tant que garante de cet accord. L'ordre d'après-guerre y a été obtenu par la Russie d'entente avec la Turquie, sans impliquer l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Vis-à-vis du Proche et Moyen-Orient avec leurs instabilités et risques sécuritaires sévères, le Caucase est une partie stratégiquement importante du dispositif russe de protection des frontières. Avec la Turquie, qui contrôle avec le Bosphore l'accès vital pour l'économie russe vers la mer Méditerranée, la Russie a développé au cours des années écoulées de fortes relations, en particulier dans les secteurs de l'énergie et de l'armement. Ce partenariat permet notamment à la Russie d'affaiblir son principal adversaire qu'est l'OTAN et est utile à la Turquie comme point d'appui pour sa politique régionale étendue. Les relations russo-turques se caractérisent actuellement par leur pragmatisme, avec deux présidents trouvant toujours des moyens pour que leurs zones d'influence concurrentes se démarquent les unes des autres, comme par exemple en Syrie, en Libye ou plus récemment dans le Caucase.

États-Unis : un héritage difficile pour Joe Biden

La concurrence stratégique avec la Chine reste dans le viseur de la politique américaine en matière de sécurité. La politique du président Donald Trump a pu s'appuyer sur un large consensus national autour d'une ligne dure vis-à-vis de la Chine, même si l'approche unilatérale du président et l'accent mis sur la mise en place de taxes douanières élevées étaient bel et bien contestés. Avec des demandes centrales telles que la lutte contre les pratiques commerciales problématiques de la Chine, Trump aurait également pu trouver un large soutien international. Il a toutefois échoué à mobiliser efficacement ce potentiel contre la Chine. Ses mesures (par ex. taxes douanières contre des alliés, politique nationaliste au cours de la pandémie de COVID-19, retrait de l'Organisation mondiale de la santé et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU) ont même été contreproductives à cet égard.

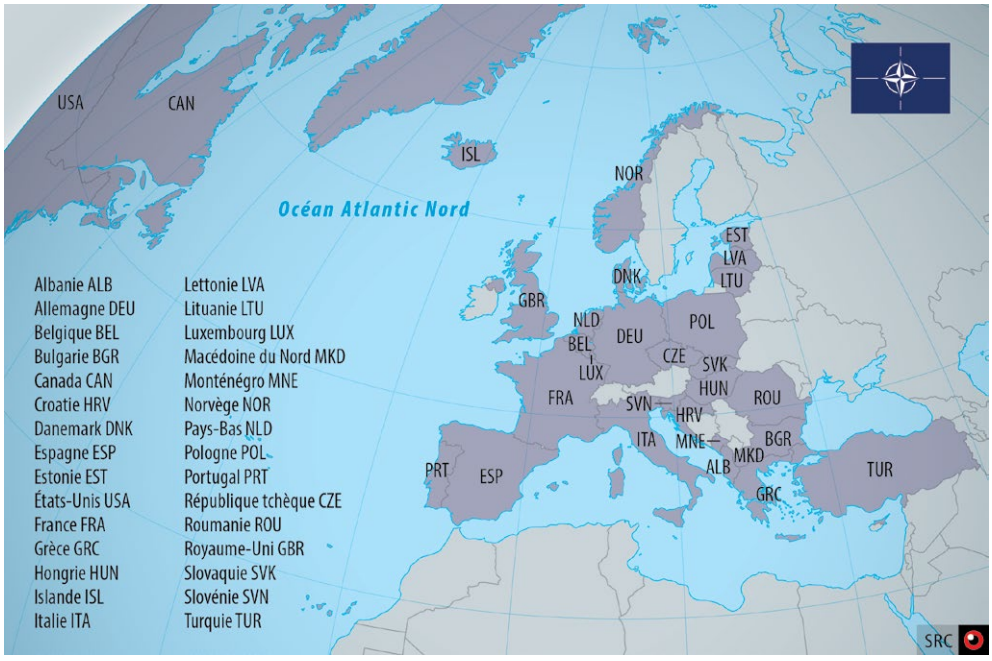
L'administration Trump a codifié dans ses documents stratégiques datant de 2017 et 2018 une politique antagoniste vis-à-vis de la Russie. Trump lui-même a certes essayé d'obtenir une normalisation dans les rapports entre les deux puissances nucléaires, mais des facteurs tels que la controverse ayant entouré la prise d'influence russe dans les élections américaines, la politique de sanction très sévère du Congrès américain ou encore l'implication russe en Ukraine, en Syrie, en Libye et au Bélarus ainsi que l'attentat contre

Navalny ont toutefois fait que les relations russo-américaines ont continué à se dégrader jusqu'au terme de son mandat.

Sous l'ère Trump également, les États-Unis ont encore renforcé leur engagement militaire sur le flanc est de l'OTAN, consolidant notamment le rôle de la Pologne ainsi que les aptitudes à transférer rapidement des renforts depuis les États-Unis vers ce flanc. Trump a toutefois aussi vertement critiqué les alliés, semant le doute quant aux garanties sécuritaires des États-Unis et menaçant même de quitter l'OTAN. Or, même si ses critiques envers des prestations européennes insuffisantes en matière de défense n'étaient pas infondées, il a causé des dommages importants à l'OTAN avec sa rhétorique excessive ou encore avec sa décision de réduire la présence des troupes américaines en Allemagne.

La politique de Trump concernant l'Iran a aussi pesé sur les rapports transatlantiques. La politique de la pression maximale avec son cortège de sanctions secondaires sévères à l'impact extraterritorial a fortement affaibli le soutien international à la ligne américaine contre l'Iran. Les mesures des États-Unis ont bel et bien sévèrement affecté l'économie iranienne, mais n'ont pas permis d'atteindre les objectifs consistant à limiter fortement les programmes nucléaire et de missiles iraniens et à détourner l'Iran de sa politique régionale, qualifiée de « malveillante » par les États-Unis.

États membres de l'OTAN



Que prévoit le SRC ?

Suisse/Europe : une hausse des menaces en particulier dans l'espace cybernétique

Les trois grandes puissances et les deux puissances régionales que sont la Turquie et l'Iran vont continuer à se battre pour gagner en influence. Leurs velléités de pouvoir ont des conséquences sur la sécurité de l'Europe et donc de la Suisse. Celle-ci devra s'attendre à ce que les États-Unis poursuivent sous la présidence Biden leurs efforts visant à rallier le plus profondément possible l'Europe à une politique commune en matière de technologies vis-à-vis de la Chine. Même si Biden va procéder de manière plus conciliante et plus diplomatique, les États-Unis vont toujours s'efforcer de limiter l'accès des entreprises technologiques chinoises aux marchés européens et de convaincre l'Europe de se joindre aux mesures coordonnées en matière de contrôle des exportations vis-à-vis de la Chine.

Avec le recul de la pandémie de COVID-19 et la levée des restrictions de voyage qui en découlera, la migration légale et illégale vers l'Europe ainsi que la Suisse va à nouveau repartir à la hausse. Les conflits régionaux vont pour leur part renforcer les mouvements migratoires existants.

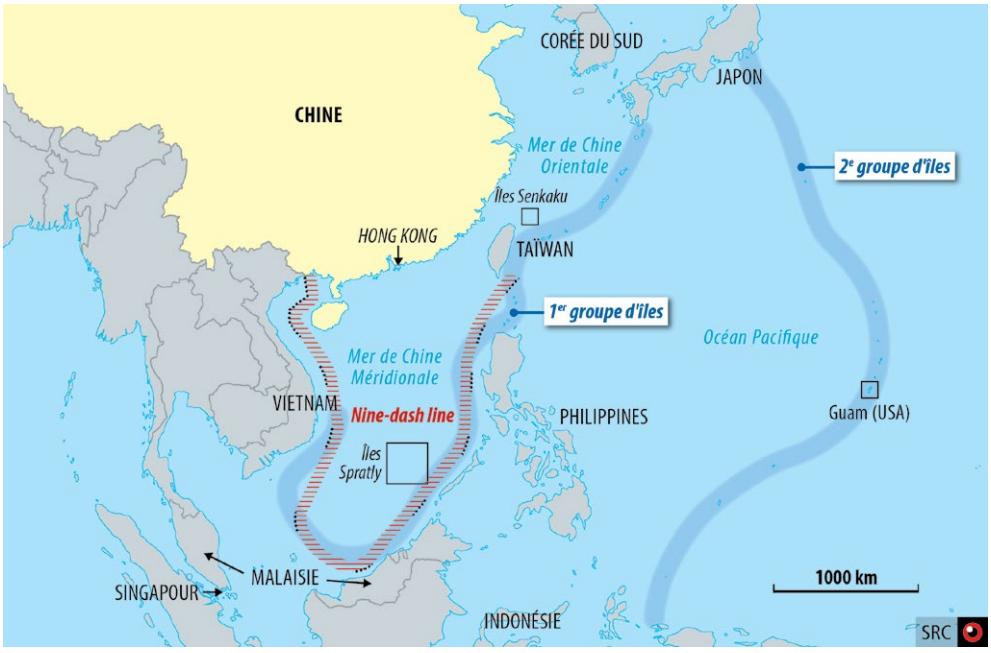
Les menaces planant dans l'espace cybernétique, où des attaques massives ont lieu tous les jours, que ce soit de la part d'acteurs étatiques ou de cybercriminels motivés par des raisons financières, vont devenir particulièrement marquées. Dans

l'espace cybernétique, qui revêt également une grande importance pour les activités de groupes terroristes et extrémistes violents, de nouvelles portes ne cessent de s'ouvrir à l'espionnage économique, politique et militaire.

Chine : une montée en puissance quasi acquise

Le président Xi Jinping restera probablement à la tête du Parti en 2022 et de l'État en 2023. Sous sa conduite, la Chine travaillera prioritairement à l'assainissement et à la stabilisation de son économie et investira dans des secteurs technologiques de pointe, à la croisée de ses intérêts militaires et civils. Le résultat de ces mesures sera mitigé et des crises sectorielles sont vraisemblables. Une crise profonde et généralisée de l'économie n'est pas en vue cependant. Xi Jinping maintiendra son cap politique à l'interne, cherchant à renforcer l'autorité du Parti, à siniser les minorités ou encore à imposer un contrôle étroit de la Chine sur Hong Kong. Sur le plan stratégique, faire de la République populaire une puissance dotée d'une influence mondiale d'ici au centenaire de sa fondation (1949) continuera à sous-tendre l'action des instances dirigeantes. Cela, malgré un vieillissement de la population croissant, alarmant et, pour l'instant, sans solution ainsi qu'un environnement international plus hostile que par le passé.

1er groupe d'îles : principaux intérêts de la Chine en matière de stratégie maritime
2e groupe d'îles : zone d'intérêt avec une influence directe sur la sécurité de la Chine



La transformation de la Chine en une grande puissance globale est quasi acquise. L'accent à cet égard n'est pas mis sur une intégration par l'adoption de normes ainsi que de règles internationales mais sur une intégration qui se fait de manière sélective, lorsque c'est dans l'intérêt national de la Chine. Cette dernière influe par ailleurs toujours plus sur l'ordre mondial actuel, afin d'encourager la pluralité d'un point de vue idéologique et la multipolarité sur le plan de la politique de sécurité. Le Parti communiste chinois présente le modèle de gouvernement autoritaire et capitaliste d'État de la Chine comme une forme gouvernementale alternative à la démocratie libérale. De plus, aucun État ne devrait selon lui se positionner seul comme un acteur prépondérant à l'échelle mondiale.

Sur le long terme, la Chine veut contrôler intégralement les territoires qu'elle revendique. Elle va pour ce faire étendre et consolider ses capacités de contrôle dans l'espace concerné, tout en évitant simultanément de faire des pas trop provocateurs. À la suite de leur réforme continue ainsi que de leur modernisation, les forces armées vont intervenir avec de plus en plus de confiance et vont également être ponctuellement engagées à une plus grande distance de la Chine continentale, à des fins de politique étrangère et de politique de sécurité. Leur présence va dans ce cadre surtout s'accroître dans des zones stratégiquement importantes pour la Chine. La Chine va toutefois continuer à éviter les confrontations dans des régions plus éloignées.

Russie : préservation de la stabilité intérieure et sécurisation de la sphère d'influence

Du point de vue de la politique intérieure, la Russie se trouve dans un processus de transformation ordonné visant à établir le système Poutine au-delà de l'année 2024. Au cours de ce processus, d'autres mesures législatives, institutionnelles et personnelles visant à garantir la stabilité intérieure pour au moins une nouvelle décennie sont à attendre. Le rajeunissement à tous les échelons constitue probablement un but important dans le cadre de ces mesures, tout comme le renforcement des mécanismes pour contrôler les dissensions à l'interne et les éviter par la dissuasion. La préservation d'un équilibre entre les principaux organes du pouvoir du système Poutine et entre les groupes d'intérêts les plus puissants émargeant au cercle rapproché du pouvoir et contrôlant ces organes revêt une importance particulière pour la stabilité. Les conséquences de la pandémie sur l'économie mondiale placent également la Russie devant d'importants défis. Pour l'heure, on est encore loin d'assister à une chute durable des prix du pétrole au-dessous du seuil de 30 dollars par baril, qui est critique pour la Russie. La résilience du système devrait donc pouvoir être préservée dans un proche avenir.

Le fort accent mis sur le développement interne du système va éventuellement ralentir le rythme dans la politique étrangère et la politique de sécurité de la Russie mais pas restreindre la marge de manœuvre. Les États situés dans les zones d'influence occidentales et méridionales de la Russie traversent pour leur part des difficultés, qui sont encore aggravées par les conséquences économiques de la pandémie. Avec le Bélarus, la Russie va pouvoir mener les négociations en cours sur un rapprochement politique, économique et militaire renforcé en position de force. En Ukraine, qui revêt une position historiquement et stratégiquement centrale pour la Russie, cette dernière peut partir du principe que les luttes de pouvoir vont affaiblir la présidence et le cours des réformes et que les oligarques vont à nouveau davantage orienter leurs relations politiques et commerciales vers la Russie. Le cessez-le-feu dans l'Est de l'Ukraine pourrait certes être souvent brisé mais il ne devrait pas être officiellement dénoncé. Dans le Caucase du Sud, la Russie va utiliser les conflits d'intérêts persistants entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour imposer ses propres intérêts et pouvoir ainsi limiter aussi à terme la marge de manœuvre de la Géorgie, soit le pays du Caucase le moins axé sur la Russie depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

Les fortes relations de la Russie avec la Turquie reposent sur des leviers économiques efficaces ainsi que sur une politique de confrontation avec l'Europe allant souvent dans la même direction. Sans effondrements graves de leurs économies respectives ou conflits d'intérêts bilatéraux aggravés, il faut s'attendre à moyen terme à un nouveau renforcement de ces relations. De cette manière, tant la Russie que la Turquie pourraient renforcer leurs positions vis-à-vis de l'Europe et gagner encore en influence dans les conflits dans l'espace méditerranéen, de la mer Égée à la Libye en passant par la Syrie.

États-Unis : retour vers le futur ?

La maîtrise de la pandémie de COVID-19 et la gestion de ses conséquences vont solliciter une grande partie des énergies de la nouvelle administration. Le président Biden s'efforce toutefois, déjà dans les premiers mois de son mandat, de poser de nouveaux accents ou des accents rappelant ceux ayant prévalus à l'ère pré-Trump dans la politique étrangère et la politique de sécurité également. Le soin porté au système global d'alliances des États-Unis, le retour à une diplomatie engagée dans un cadre multilatéral et la défense de valeurs démocratiques sont des éléments centraux de son programme.

Dans un tel contexte, on assiste également à une nette amélioration des relations entre les États-Unis et l'Europe. Biden veut faire revivre l'alliance transatlantique

et exercer à nouveau et de manière plus marquée le rôle moteur des États-Unis au sein de l'OTAN. Dans le même temps, comme Obama et Trump avant lui, il va viser une juste répartition des charges entre les États-Unis et l'Europe et exiger des alliés des dépenses plus élevées en matière de défense, ce malgré la pandémie et la crise économique. L'administration Biden va par ailleurs accorder une priorité élevée à la coopération avec les alliés sur des défis globaux tels que le changement climatique, les pandémies, la prolifération et le terrorisme. La perspective transatlantique au-delà du mandat du président Biden reste toutefois incertaine.

Il ne faut pour l'heure pas s'attendre à une amélioration substantielle des relations américano-russes. Le président Biden va toutefois s'efforcer d'obtenir des avancées sur la question du contrôle de l'armement, qui revêt une importance toute particulière pour les rapports entre les deux puissances nucléaires que sont la Russie et les États-Unis. Avec la prolongation du traité New Start visant à limiter les forces nucléaires stratégiques, un premier résultat important est à signaler.

La concurrence globale avec la Chine va aussi caractériser l'agenda des États-Unis sous l'ère Biden. L'accent sera ici plus particulièrement mis sur la sécurisation pour les États-Unis d'une position dominante dans le domaine des technologies détermi-

États-Unis : alliés et partenaires stratégiques dans le Pacifique

nantes pour leur future puissance économique et militaire. Des mesures restrictives telles que la limitation de l'accès chinois aux technologies américaines de pointe par le biais de contrôles à l'exportation ou encore l'exclusion étendue des fournisseurs chinois du marché américain des télécommunications vont continuer à jouer un rôle important à cet égard. Dans le même temps, la nouvelle administration veut toutefois aussi essayer de renforcer la position des États-Unis sur le marché global, en investissant dans les infrastructures, la formation, la recherche et le développement ainsi qu'en promouvant d'importantes branches industrielles.

Le président Biden va miser sur le réseau mondial d'alliés des États-Unis en matière de politique vis-à-vis de la Chine également. L'OTAN va elle aussi devoir s'attendre à ce que les États-Unis visent un soutien accru de sa part à leur position dans la concurrence globale avec la Chine. En revanche, pour ce qui est du positionnement stratégique des États-Unis dans l'espace indopacifique, le large réseau constitué de partenaires et alliés allant du Japon et de la Corée du Sud à l'Inde en passant par les États du Sud-Est asiatique et l'Australie reste d'une importance primordiale. Biden va consolider les garanties des États-Unis en matière de sécurité dans la région. Dans le même temps, il sera toutefois aussi difficile pour l'administration Biden de contrer un nouveau glissement des rapports de force militaires au profit de la Chine. La gestion de la crise provoquée par le coronavirus et d'autres priorités de Biden sur le plan de la politique intérieure vont limiter sa marge de manœuvre financière en matière de programmes dispendieux visant à moderniser les forces armées.

Biden va s'efforcer de maintenir l'engagement militaire des États-Unis dans les zones de conflit au Proche et Moyen-Orient à un niveau le plus faible possible. Dans le conflit avec l'Iran, la nouvelle administration privilégie les négociations, pour obtenir une limitation efficace et pérenne du programme nucléaire iranien et ainsi faire baisser les tensions dans la région du Golfe.

Corne de l'Afrique : l'Éthiopie et le Soudan dans le tourbillon du changement

Éthiopie | Acteur majeur de la Corne de l'Afrique, l'Éthiopie abrite le siège de l'Union africaine (UA) et joue un rôle diplomatique et militaire clé dans la résolution des conflits voisins en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud notamment. En 2018, le premier ministre éthiopien Ahmed Abiy a initié un processus de réconciliation régionale, conduisant à l'apaisement des relations entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Cela lui a valu le prix Nobel de la Paix en 2019. Au plan interne cependant, le fragile équilibre ethno-politique éthiopien a été mis à mal par une opposition des élites régionales à Abiy et par des tensions fédérales et politiques, en particulier entre le gouvernement central et la région du Tigré. Ces tensions ont débouché en novembre 2020 sur un conflit armé et la reprise du contrôle de la capitale tigréenne par les forces armées fédérales.

Les réactions prudentes de la communauté internationale face au conflit au Tigré et le soutien de grandes puissances telles que la Chine et la Russie confortent le premier ministre Abiy dans la poursuite d'une ligne dure à l'égard d'éventuels futurs mouvements autonomistes régionaux. Au plan politique, cela le met également en position favorable en vue de sa possible réélection en 2021. En revanche, la pacification du Tigré ne signifiera pas nécessairement un retour définitif à la paix. Cela pourrait au contraire inciter certains groupes en opposition à basculer vers des actions de guérilla. En outre, malgré l'emprise croissante d'Abiy sur les appareils politiques fédéraux et régionaux éthiopiens et l'intérêt des pays de la Corne à maintenir une stabilité régionale, l'appui militaire de l'Érythrée aux forces fédérales éthiopiennes au Tigré pourrait ralentir le processus de détente régionale. En outre, l'impact sécuritaire et humanitaire de cette crise se fait ressentir en Érythrée, en Somalie et au Soudan. Au plan international, cette situation pourrait également freiner le processus de négociation visant à régler le contentieux avec l'Égypte sur la gestion des eaux du Nil et l'exploitation du barrage de la Renaissance par les autorités éthiopiennes.

Soudan | Sous le régime d'Omar al-Bachir (1989-2019), le Soudan a connu des conflits qui ont mené à la formation de groupes armés en opposition dans plusieurs régions du pays. En 2019, après six mois de protestations populaires liées à une situation économique catastrophique, le président al-Bachir a été renversé. Un compromis entre acteurs civils et militaires a alors permis la formation d'institutions provisoires dont la mission est de mener à bien cette transition qui s'annonce délicate. Au terme d'une année de négociations, les autorités de transition et une majorité des groupes armés du Soudan ont signé un accord de paix en

octobre 2020. Bien que cette initiative prolonge la transition de 2022 à 2024, elle a été saluée par les acteurs internationaux, dont l'ONU, l'UA et l'UE. S'il s'agit d'une avancée positive pour les groupes signataires, qui entrevoient la possibilité de participer à la transition et d'en influencer l'issue, cet accord ne fait cependant pas l'unanimité et comprend de nombreuses difficultés de mise en œuvre.

Au Soudan, l'application de l'accord de paix signé en octobre 2020 bénéficie d'un contexte plus favorable que lors des tentatives précédentes de régler le conflit du Darfour. En effet, les autorités de transition se montrent plus inclusives et disposées à modifier les équilibres du pays. Cependant, son application se heurtera à des difficultés majeures, notamment dans ses aspects économiques et sécuritaires. La levée des dernières sanctions américaines (suppression de la liste des États soutenant le terrorisme) permettra de mobiliser un soutien financier international, mais ce sera insuffisant pour stabiliser la situation économique du Soudan. Les militaires tenteront de faire prolonger leur mandat dans les autorités de transition avant la passation du pouvoir en mains civiles. Cela pourrait compliquer les négociations qui seront nécessaires pour appliquer l'accord de paix et compromettre la transition.

Corne de l'Afrique

Le terrorisme djihadiste et ethno-nationaliste

Résultat de l'appréciation du SRC

La menace terroriste reste élevée

La menace terroriste reste élevée en Suisse. Elle émane en premier lieu du mouvement djihadiste. Les attentats perpétrés en 2020 en Suisse et dans les pays voisins (France, Allemagne et Autriche) confirment cette appréciation. Des attentats avec peu d'efforts organisationnels et logistiques, commis par des auteurs isolés qui agissent de manière autonome, restent la menace la plus probable. D'éventuels attentats devraient en priorité viser des cibles « faciles » telles que des groupes de personnes, des bâtiments peu sécurisés et des installations des transports publics. De plus en plus souvent, la radicalisation des auteurs et leur propension à la violence coïncident avec des crises personnelles ou des problèmes d'ordre psychique.

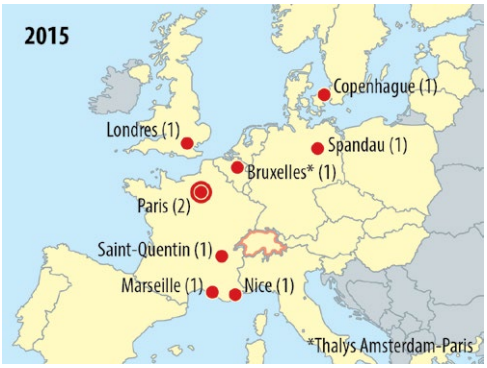
Le mouvement djihadiste et ses acteurs les plus importants, l'« État islamique » et Al-Qaïda, marquent toujours de façon significative la menace terroriste en Europe et de ce fait aussi en Suisse. L'« État islamique » poursuit toujours un agenda international, mais ses capacités et ses ressources sont drastiquement réduites. Selon l'appréciation du SRC, le noyau dur de l'« État islamique » n'est pratiquement plus en mesure de préparer ou de commettre lui-même des attentats dans des pays européens. Même si la diffusion de la propagande de l'« État islamique » est entravée, son idéologie reste un terreau fertile et une source d'inspiration.

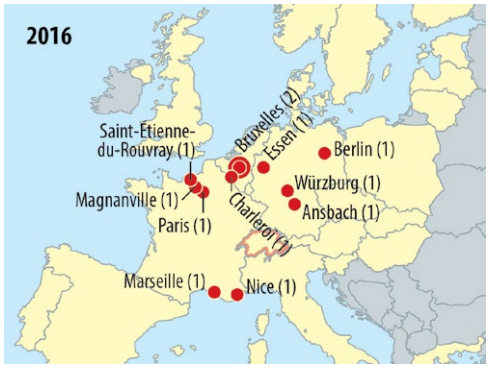
Attentats en Europe

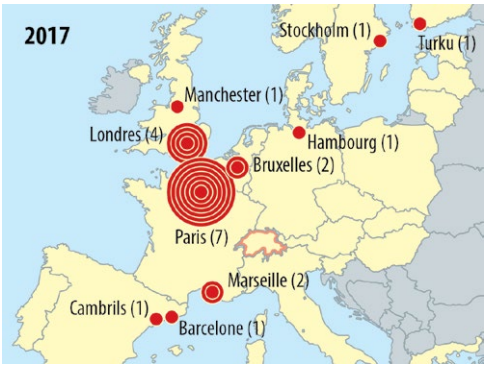
Depuis 2017, les attentats et planifications d'attentats en Europe n'ont pratiquement plus de liens directs avec le noyau dur de l'« État islamique ». Tous les attentats suivants ont été commis par des auteurs isolés : les attentats en France, où trois personnes ont été poignardées et tuées fin octobre 2020 dans une basilique à Nice, d'autres attentats commis précédemment à Paris et ses environs, ainsi que l'attentat de Vienne, où un auteur armé a tué quatre personnes et fait plus d'une dizaine de blessés début novembre 2020.

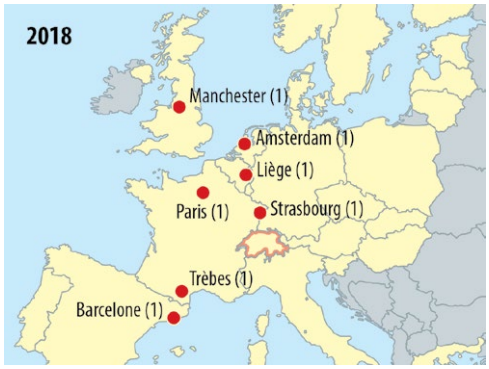
Il a pu être confirmé dans le cadre de ces attentats que le mouvement djihadiste est interconnecté à l'échelon international et que des contacts personnels existent également au niveau transfrontalier. Des contenus djihadistes portant l'empreinte de l'« État islamique » sont en particulier diffusés dans le cyberespace. En plus de l'appareil central de propagande, des militants de l'« État islamique » agissant de manière autonome déploient dans le monde entier de gros efforts pour répandre l'idéologie djihadiste sur l'internet. Ils atteignent ainsi un large public, spécialement en vue des conséquences sociales de la pandémie de COVID-19 durant laquelle les contacts sociaux se déplacent de plus en plus vers l'espace virtuel.

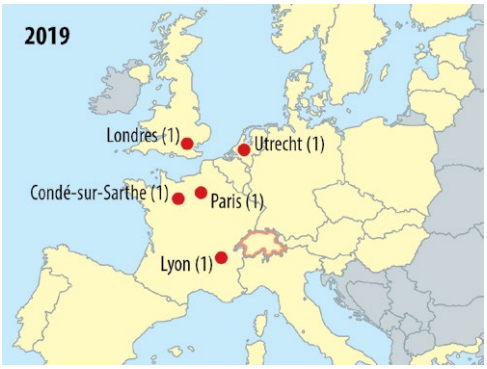
Attentats terroristes pour motifs djihadistes en Europe (espace Schengen et Royaume-Uni) depuis 2015 (entre parenthèses : nombre d'attentats)

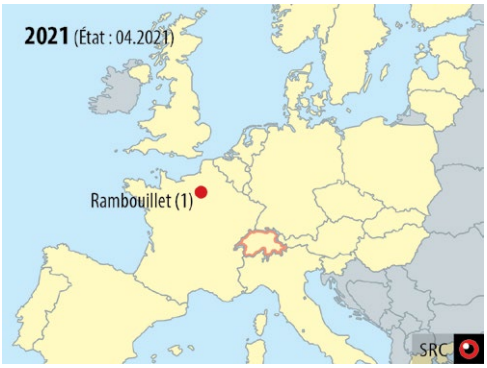












L'« État islamique » 2.0.1

Dans les zones de conflits en Syrie et en Irak, le noyau dur de l'« État islamique » opère dans la clandestinité et en mode dispersé sur le plan géographique. Il a certes perdu le territoire de son califat au printemps 2019, mais il s'était préparé à cette perte prévisible et avait déplacé des cadres ainsi que des moyens financiers vers des lieux sûrs. Des structures intactes existent toujours au niveau régional et des attentats sont régulièrement perpétrés en Syrie et en Irak.

Des réseaux transnationaux et groupes régionaux affiliés à cette organisation terroriste se montrent résistants, comme en Afghanistan par exemple. Dans d'autres régions, des groupes dont certains n'ont qu'un lien lointain avec l'« État islamique » accroissent même leurs activités et développent leur influence. Le soulèvement d'un groupe djihadiste au nord du Mozambique dure par exemple depuis plus de trois ans. Ce groupe a publiquement prêté allégeance à l'« État islamique » en 2019. Ses activités augmentent en permanence depuis 2020 et menacent entre autres des projets de plusieurs milliards pour l'extraction de gaz naturel dans cette région. Bien que des liens directs avec ce groupe régional ne soient pas connus à ce jour, le noyau dur de l'« État islamique » en utilise les actes de violence à des fins de propagande.

L'ensemble des groupes de l'« État islamique » suivent actuellement en priorité un agenda régional. C'est ainsi qu'en Afrique de l'Ouest, l'« État islamique dans le Grand Sahara » attaque surtout des cibles locales, mais aussi des forces de sécurité internationales et le personnel d'organisations humanitaires. Il cherche également à attaquer des cibles occidentales dans la région et enlève des citoyens occidentaux. En plus de leurs visées idéologiques, ces groupes ont en partie également des intentions criminelles.

Menace persistante d'Al-Qaïda

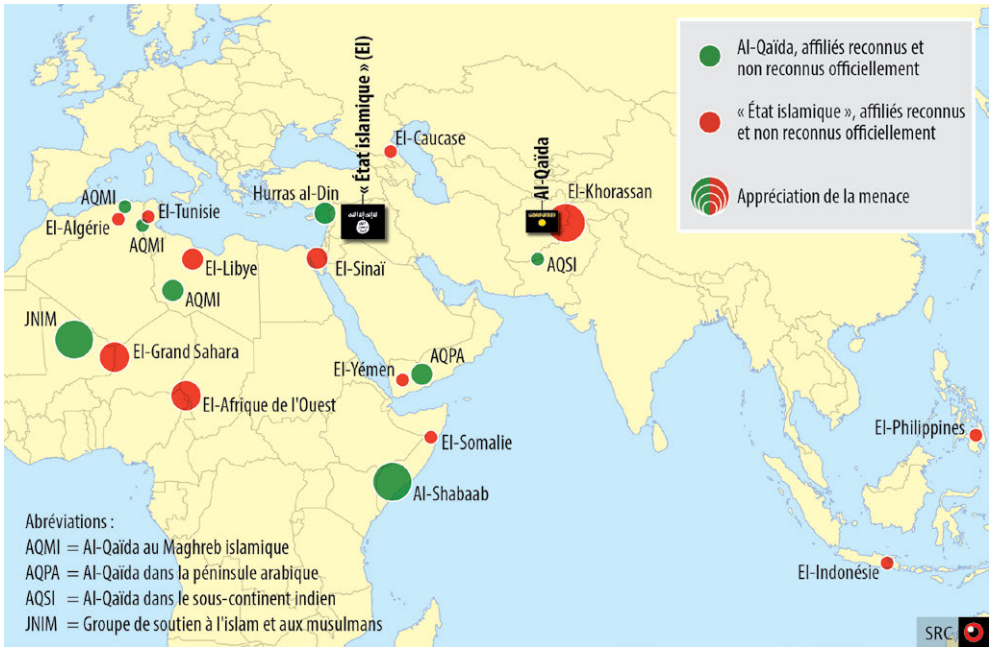
Le noyau dur d'Al-Qaïda garde l'ambition de commettre des attentats contre des cibles occidentales. En France, en décembre 2020, plusieurs personnes ont été condamnées pour soutien logistique au terrorisme, certaines à de longues peines d'emprisonnement, en relation avec les attentats de janvier 2015 contre la revue satirique « Charlie Hebdo » et la prise d'otages dans un supermarché juif près de Paris. Les deux auteurs de l'attentat contre la rédaction de « Charlie Hebdo » avaient des liens avec Al-Qaïda. Ses affiliés régionaux, comme Al-Qaïda dans la péninsule arabique, Al-Qaïda au Maghreb islamique ou le mouvement Al-Shabaab en Somalie, gardent en partie une grande influence dans leurs territoires d'opérations respectifs. Ils prônent toujours le djihad mondial et des attentats contre des cibles occidentales.

Les forces et les capacités des divers groupes affiliés diffèrent cependant et certains disposent de capacités opérationnelles qui représentent une menace pour les intérêts de pays occidentaux dans leurs territoires d'opérations. D'autres groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda sont actifs dans diverses régions d'Afrique, y commettent des actes de violence et procèdent à des enlèvements.

Par contre, dans le sous-continent indien, dans la région Afghanistan-Pakistan-Cachemire, le noyau dur d'Al-Qaïda n'a pratiquement pas de capacités significatives. Plusieurs dirigeants de l'organisation ont été tués. Comme le noyau dur d'Al-Qaïda peut recourir à de nombreuses figures dirigeantes à la fois dans ses propres rangs et dans ceux des groupes qui lui sont liés, ces pertes n'ont toutefois jusqu'à présent eu que peu de répercussions sur la stabilité et l'existence de l'organisation.

Attentats à Morges et à Lugano

Le meurtre à Morges VD le 12 septembre 2020 et l'attaque à Lugano TI le 24 novembre 2020 sont deux événements inspirés par le mouvement djihadiste. Ces deux actes de violence ont été commis à l'arme blanche ; les crises personnelles ainsi que des problèmes psychiques ont également joué un rôle tant dans le cas du meurtre de Morges que lors de l'attaque de Lugano.



Acteurs islamistes en Suisse

Les milieux islamistes en Suisse sont hétérogènes et très peu organisés. Pour la grande majorité des acteurs islamistes, des actes terroristes en Suisse ne font pas partie de leurs objectifs. La menace se manifeste principalement par des appels à la violence contre les minorités musulmanes, la communauté juive ou les États occidentaux militairement actifs dans des pays islamiques. Il est toutefois possible qu'une minorité de ces personnes apportent un soutien financier et logistique aux acteurs islamistes violents à l'étranger.

Dans les prisons européennes se trouvent toujours incarcérées des centaines de djihadistes et personnes qui se sont radicalisées pendant leur détention. Même leur peine purgée, de tels individus peuvent une fois libérés rester fidèles à l'idéologie djihadiste et de ce fait soutenir des activités terroristes, voire en mener eux-mêmes. En Suisse aussi, des détenus radicalisés sortis de prison occupent les autorités de sécurité de la Confédération et des cantons.

Personnes de retour de zones de conflits

Des voyageurs à motivation djihadiste en provenance de Suisse se trouvent toujours dans les zones de conflits en Syrie et en Irak. Sur le nombre des voyageurs à motivation djihadiste dont les données ont été enregistrées, 16 sont à ce jour revenus en Suisse ; le dernier voyage de retour a eu lieu en 2016. À quelques exceptions près, les personnes ainsi rentrées au pays n’ont pas attiré l’attention sur elles eu égard à leur comportement.

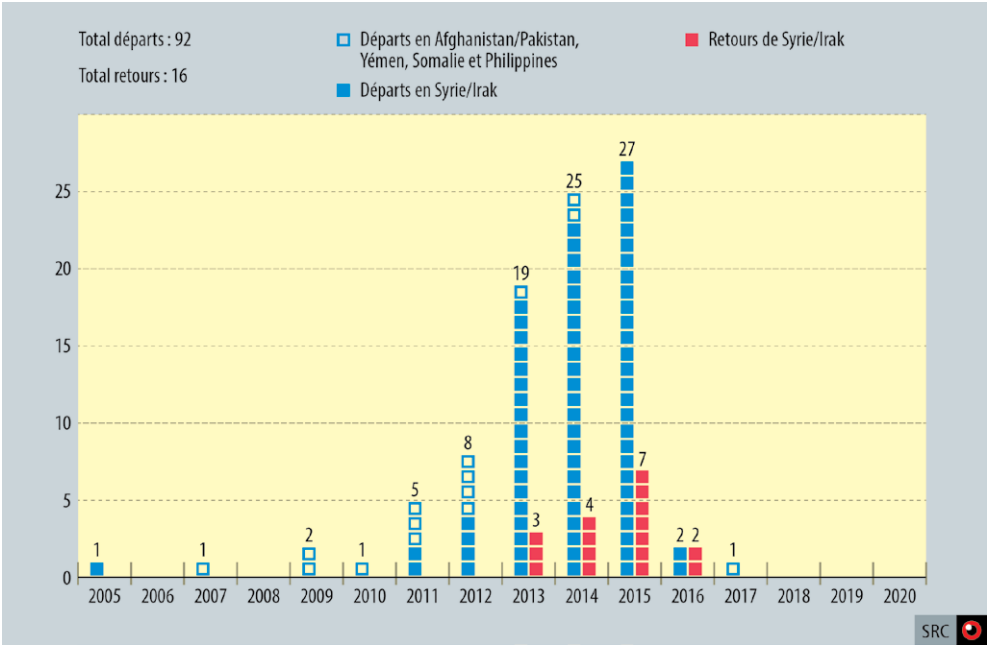
Le PKK s'en tient à sa double stratégie

En Europe, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est organisé depuis des décennies de façon professionnelle et mène une double stratégie avec sa structure parallèle : à côté de son bras visible, légal et politique avec des associations culturelles locales, il dispose d'une structure cachée agissant en partie illégalement, à la fois bien ancrée et stable, et consacrée au soutien financier et en personnel à la lutte armée dans les territoires kurdes. Le PKK finance les activités de l'organisation par le biais de ses campagnes annuelles de collectes de fonds ainsi que des revenus d'affaires légales et illégales.

Le Hezbollah libanais

Dans les pays avec une diaspora chiite-libanaise importante, le Hezbollah libanais apporte avec des activités religieuses et culturelles sa contribution à la cohésion de la communauté. En Suisse, quelques dizaines de personnes pourraient soutenir activement le Hezbollah. En Allemagne, une interdiction d'exercer des activités a été prononcée contre cette organisation classée comme association terroriste. La menace qui émane du Hezbollah libanais en Europe et aussi en Suisse est surtout due aux tensions d'une part entre Israël et le Hezbollah, et d'autre part entre l'Iran et Israël.

Voyageurs à motivation djihadiste



Que prévoit le SRC ?

Que reste-t-il de l'« État islamique » ?

Selon l'appréciation du SRC, l'« État islamique » pourrait sensiblement gagner en influence principalement en Irak et étendre ainsi sa marge de manœuvre. Mais l'organisation ne parviendra probablement pas à conquérir de nouveau territoire. Ce développement dépendra de l'état du noyau dur de l'organisation, de la pression exercée à son encontre et des effets de la pandémie de COVID-19. À l'instar des groupes qui lui sont affiliés, par exemple en Afrique de l'Ouest, il est possible que le noyau dur se focalise de manière renforcée sur ses adversaires dans la région. La menace de l'« État islamique » pour l'Europe – et de ce fait aussi pour la Suisse – émane donc surtout de l'activité de certains individus et petits groupes qui agissent de manière autonome, tout en étant certes inspirés, mais pas directement pilotés par l'« État islamique ».

Menaces régionales en Afrique

La menace djihadiste au Mali, au Burkina Faso et au Nigéria reste élevée. Malgré la pression des missions militaires internationales, les groupes djihadistes dans la région sont toujours capables d'attaquer des cibles sécurisées. Hormis les attentats, les enlèvements constituent le risque le plus important dans cette zone. Bien que la situation sécuritaire soit relativement stable au Tchad, la situation dans le nord du pays reste tendue et les groupes terroristes actifs dans cette région pourraient en profiter. L'ensemble de la région se voit confrontée à des activités croissantes de groupes terroristes. Les premiers signes d'une extension du rayon d'action des groupes djihadistes sont observés dans les pays du golfe de Guinée.

Le groupe terroriste « État islamique » en Libye persiste malgré la perte de certains de ses membres ; en raison de lacunes sécuritaires, il peut en particulier utiliser le sud du pays comme zone de repli. Ses membres y coopèrent ponctuellement avec des groupes locaux et commettent des attentats, principalement contre les forces du maréchal Khalifa Haftar. Il est peu probable que l'« État islamique » en Libye parvienne à court terme à développer ses capacités, car il lui manque pour cela un soutien de l'étranger.

Dans la péninsule du Sinaï, le groupe local affilié à l'« État islamique » continue à commettre régulièrement des attentats, en premier lieu contre les forces de sécurité égyptiennes et leurs soutiens. À l'origine actif dans le nord-est, ce groupe a réussi à étendre son rayon d'action au nord-ouest du Sinaï.

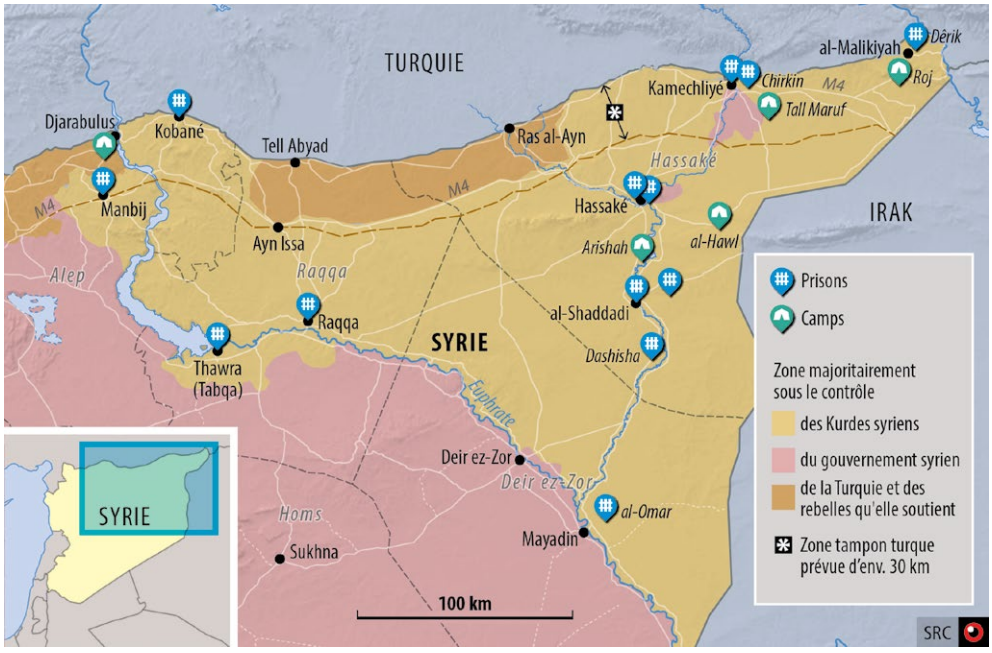
Dans la péninsule arabique, le risque d'enlèvements reste élevé, par exemple au Yémen. Les groupes terroristes actifs dans la région s'avèrent résistants et pourraient gagner en influence.

Gestion et traitement de djihadistes de retour au pays

Peu de voyageurs à motivation djihadiste de nationalité suisse séjournent encore dans les zones de conflits en Syrie et en Irak. Certains d'entre eux pourraient essayer de rentrer en Suisse. Malgré le petit nombre de tels individus auxquels la Suisse pourrait se voir confrontée, la gestion et le traitement de ces personnes représentent un défi de taille. Leur déradicalisation et réintégration dans la société devraient demander des efforts de longue durée avec des perspectives incertaines de succès. Lorsque la mobilité en Europe redeviendra plus importante après la pandémie de COVID-19, les possibilités que des personnes de retour du djihad puissent se connecter et se déplacer au-delà des frontières augmenteront à nouveau.

La situation est analogue concernant la gestion et le traitement de personnes qui ont continué à se radicaliser durant leur détention ou qui n'ont adhéré à l'idéologie djihadiste qu'en prison. Leur réintégration dans la société reste difficile et les individus libérés ne peuvent pas être observés 24 heures sur 24. En Suisse aussi, des décisions de renvoi ou d'expulsion ne peuvent en partie pas être exécutées, et cela même si elles sont entrées en force.

Nord-est de la Syrie : prisons et camps dans lesquels sont détenus ou rassemblés des combattants et des partisans de l'« État islamique » ainsi que les membres de leurs familles.

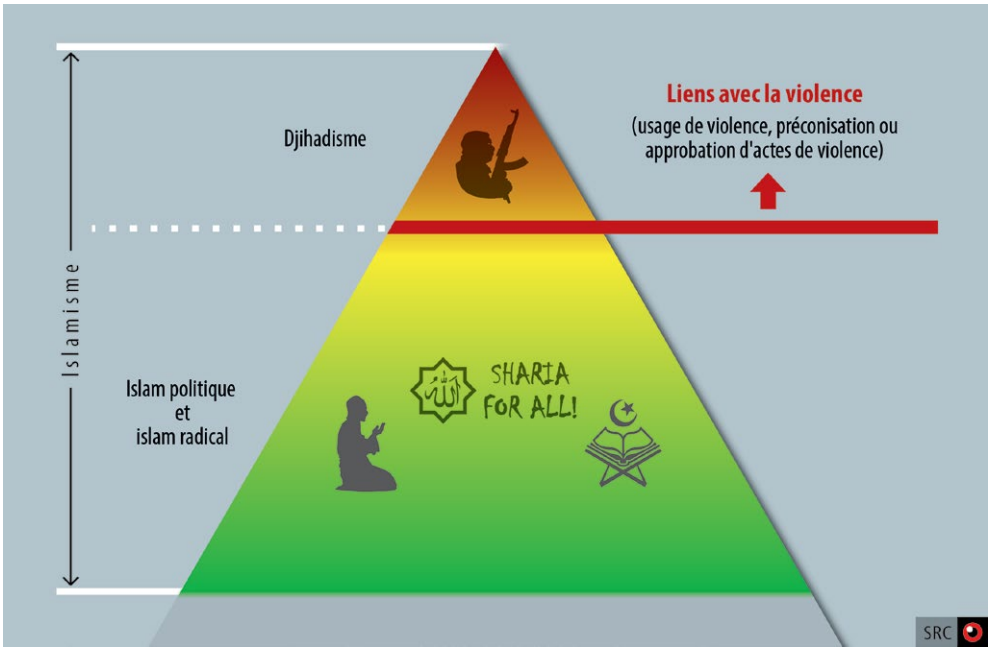


La propagande djihadiste perdure

Les mesures prises contre la pandémie de COVID-19 ont, entre autres, eu pour effet de restreindre la mobilité des personnes. L'importance supplémentaire gagnée par l'espace virtuel comme lieu de propagande en a été une des conséquences. L'appareil de propagande de l'« État islamique » fonctionne toujours, bien que visiblement avec de croissantes faiblesses qui se manifestent par une diminution du nombre de publications en ligne. Il faut néanmoins partir du principe que des contenus à caractère djihadiste continueront à être rapidement diffusés par l'« État islamique » dans l'espace virtuel, et cela aussi en raison des activités que mènent des militants de cette organisation terroriste qui agissent de manière autonome. Des mesures prises pour lutter contre la radicalisation pourraient mettre plus fortement certains pays au centre de la propagande, par exemple la France. Il est en outre fréquent que des contenus djihadistes cryptés soient échangés dans les médias sociaux, par exemple des instructions pour des actes terroristes.

Développement des milieux islamistes en Suisse

Bien que les milieux islamistes en Suisse soient connus et peu organisés, une menace pour la sécurité du pays peut à long terme émaner de ces milieux. La diffu-



sion et la consommation de contenus djihadistes dans l'espace virtuel contribuent à la création de petits groupes de sympathisants dont les membres pourraient se radicaliser. Des personnes particulièrement isolées sur le plan social et psychiquement instables pourraient alors se laisser inspirer par ces contenus et faire usage de violence. Les communautés musulmanes en Suisse se voient soumises à des tentatives d'influence de la part d'acteurs islamistes, mais aussi à un climat de défiance et de soupçons.

Attentats d'auteurs isolés

Des attentats tels que ceux qui ont été commis à Morges et à Lugano peuvent se répéter dans n'importe quel lieu en Suisse. Les autorités de la Confédération et des cantons en charge de la sécurité sont en contact étroit et permanent entre elles de même qu'avec des établissements qui s'occupent de personnes radicalisées. Une attention particulière est dans ce cas portée aux personnes dont la radicalisation et la propension à la violence sont aussi accompagnées de crises personnelles ou de problèmes psychiques. Ces personnes deviennent souvent des auteurs spontanés sans avoir auparavant fait d'importants efforts logistiques ou organisationnels. Ils utilisent par exemple pour leurs actes des armes blanches ou des véhicules. Lors d'actes de violence dont les auteurs ne présentent qu'un lien marginal avec l'idéologie djihadiste ou avec un groupe djihadiste, il est souvent difficile de déterminer si la principale impulsion à agir est la maladie psychique ou la motivation idéologique.

Des discussions controverses dans le grand public peuvent renforcer de manière additionnelle des tensions sociales et politiques qui existent déjà en Europe au sein de la société. Elles pourraient par exemple s'enflammer autour de caricatures du prophète Mahomet, de Corans brûlés ou des fermetures de mosquées. La menace peut ainsi rapidement s'accroître aussi en Suisse. Dans une telle situation, il faudrait également s'attendre à de violentes attaques contre des musulmans et leurs installations. Les extrémistes de droite considèrent ces derniers comme des ennemis.

La menace djihadiste en Suisse reste élevée. La Suisse fait partie du monde occidental considéré par les djihadistes comme hostile à l'islam. Les autorités en charge de la sécurité sont aussi appelées à détecter à temps des personnes radicalisées qui n'ont pas ou n’ont que des liens marginaux avec les milieux islamistes locaux avant que celles-ci planifient concrètement un attentat terroriste ou s'apprêtent à commettre un tel acte.

Ce sont surtout les États jouant un rôle significatif au niveau international dans la lutte contre les groupes djihadistes qui sont la cible d'attentats pour motifs djiha-

distes. Les intérêts de ces États pourraient aussi être attaqués sur le territoire suisse. En fonction des développements géopolitiques, des installations juives pourraient devenir la cible d'actes de violence. De même, des articles et reportages critiques dans les médias, des attentats contre des installations musulmanes et des discriminations effectives ou présumées à l'égard de musulmans peuvent mobiliser les milieux islamistes. La communauté juive et la communauté musulmane restent également soumises à d'autres risques, par exemple à des attaques d'extrémistes de droite violents. Le risque de devenir involontairement les victimes d'attentats ou d'enlèvements persiste aussi pour les citoyens suisses à l'étranger.

Pas de changement fondamental du PKK

À long terme, il ne faut pas s'attendre à une transformation du PKK en Europe et, partant, en Suisse. Les structures de cette organisation sont stables depuis plus de trois décennies et ses partisans sont endoctrinés d'une génération à l'autre. Même une modification de la situation dans les territoires kurdes ne devrait rien y changer pour le moment. Si toutefois Abdullah Öcalan, fondateur du PKK incarcéré depuis plus de vingt ans, devait décéder, ou des rumeurs crédibles devaient circuler sur sa mort, il faut s'attendre à des débordements.

Réseau intact du Hezbollah

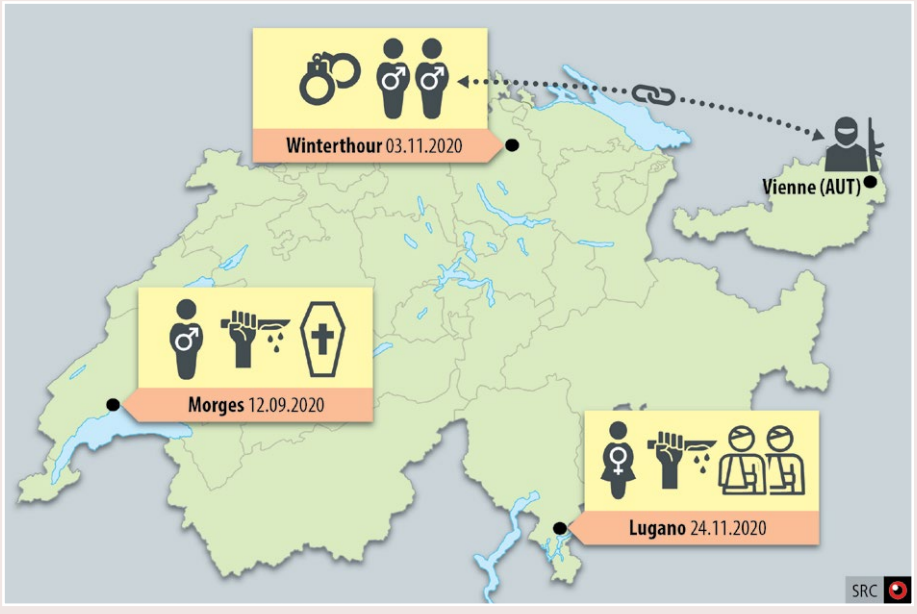
Le Hezbollah entretient en Europe un réseau d'agents pour soutenir, si les circonstances l'exigent de son point de vue, des actes terroristes. Une attaque massive israélienne contre ses positions au sud du Liban ou un bombardement d'installations nucléaires iraniennes augmenterait la menace terroriste. En l'état, de telles circonstances ne sont pas présentes.

Des actes terroristes d'auteurs isolés – aussi en Suisse

La menace djihadiste en Europe et aussi en Suisse émane en tout premier lieu d'auteurs isolés ou de petits groupes inspirés par l'idéologie djihadiste qui agissent en règle générale spontanément, sans instructions ni soutien financier de l'étranger. En font aussi partie de plus en plus fréquemment des auteurs dont la radicalisation et la propension à la violence coïncident avec des crises personnelles ou des problèmes psychiques. Lors d'actes de violence dont les auteurs ne présentent qu'un lien marginal avec l'idéologie djihadiste ou avec un groupe djihadiste, leur principale impulsion à agir – maladie psychique ou motivation idéologique – est souvent difficile à déterminer. Les deux attentats ayant eu lieu en Suisse en 2020 ont selon toute vraisemblance été commis par de telles personnes : le 12 septembre 2020, un homme a tué à l'arme blanche un autre homme à Morges VD et le 24 novembre 2020, une femme a attaqué et blessé à Lugano TI deux autres femmes avec un couteau. Les deux auteurs étaient psychiquement instables, mais leurs actes ont essentiellement été aussi motivés par l'idéologie djihadiste.

Les auteurs isolés agissant de manière autonome font certes souvent référence au mouvement djihadiste international, mais ils n'appartiennent à aucune organisation ou groupe et à aucun réseau, ils n'agissent pas sur ordre direct et opèrent

Actes isolés commis à des fins djihadistes en Suisse et arrestations pour contacts potentiels avec l'auteur de l'attentat de Vienne.



au-delà des structures hiérarchiques, ils planifient leurs actes de manière autonome et les réalisent seuls. Les actes de violence sont par conséquent souvent marqués par la situation individuelle de leur auteur.

Des actes terroristes sont certes perpétrés par des auteurs isolés, mais le processus de radicalisation est intégré dans un contexte social dans lequel l'interaction au sein des milieux djihadistes joue également un rôle tout comme les thèmes discutés dans un large public. De plus, la propagande, en particulier de l'« État islamique », a contribué au fait que des actes terroristes sont commis plus fréquemment par des personnes qui agissent de leur propre chef et qui ne sont liées qu'indirectement à l'organisation terroriste.

La détection précoce d'actes terroristes isolés représente un défi très important. Les motifs des auteurs ne peuvent fréquemment pas être déterminés avec précision. Et cela bien que les auteurs isolés soient souvent en contact avec les milieux djihadistes et qu'ils consomment de la propagande djihadistes. Certains d'entre eux demeurent toutefois des figures marginales dans ce mouvement, n'y entretiennent pas de relations durables et ne s'intègrent pas dans ces milieux.

Le Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent – et donc au final aussi contre des activités terroristes – comporte une série de mesures destinées à créer des conditions et des instruments pratiques pour une collaboration de tous les services concernés afin de lutter de manière préventive contre la radicalisation et l'extrémisme violent et, dans la mesure du possible, de les empêcher.

L'extrémisme violent de droite et de gauche

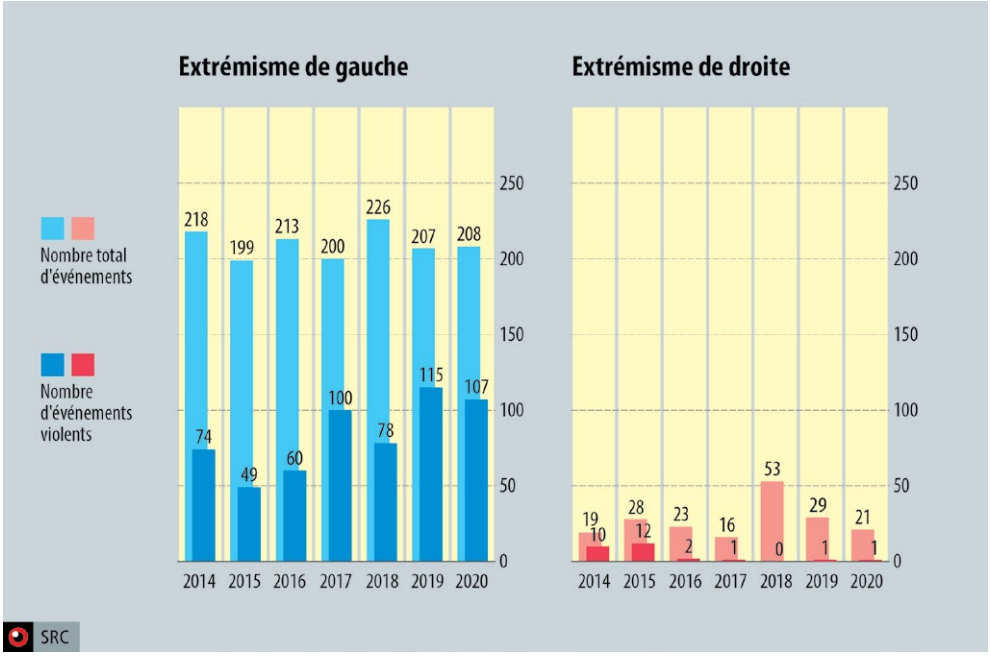
Résultat de l'appréciation du SRC

Événements et potentiel de violence

En 2020, le SRC a observé 208 événements dans le domaine de l'extrémisme violent de gauche et 19 dans celui de l'extrémisme violent de droite. Si ce nombre a encore diminué pour l'extrémisme violent de droite, la tendance reste stable pour l'extrémisme violent de gauche. Les actes de violence imputables à l'extrémisme violent de gauche atteignent un total de 107 événements. Quant à l'extrémisme violent de droite, un seul événement violent a été recensé. Les milieux violents de l'extrême gauche ont un potentiel de violence marqué et ont régulièrement recours à la violence.

La pandémie de COVID-19 occupe les milieux suisses de l'extrême gauche violente. Ils observent en particulier de très près les mesures prises pour lutter contre cette pandémie tout en les acceptant en grande partie comme restrictions nécessaires et ils s'en tiennent aux règles. À partir de mars 2020, des critiques ont été émises concernant l'interdiction de manifester pendant le confinement et les mesures de protection, considérées comme insuffisantes pour les employés et les travailleurs. En raison de la pandémie, ces milieux n'ont pu organiser qu'un nombre de mani-

Les événements motivés par l'extrémisme de droite ou de gauche annoncés au SRC depuis 2014 (sans les barbouillages)



festations inférieur qu'au cours des années précédentes et ils se sont plus fortement tournés et concentrés sur des formes alternatives de protestation comme des actions virtuelles.

Les restrictions de voyager liées à la pandémie de COVID-19 ont eu pour effet de réduire les contacts internationaux aussi bien des milieux suisses de l'extrême droite violente que de ceux de l'extrême gauche violente. Des rencontres physiques ont certes toujours eu lieu entre des extrémistes suisses violents et les milieux étrangers respectifs ; une grande partie des contacts avec des extrémistes violents étrangers devrait toutefois s'être déplacée dans l'espace virtuel.

Il y a une année, le SRC a formulé l'attente que le mouvement pour le climat ou les activistes de Black Lives Matter se délimitent par rapport aux acteurs de l'extrême gauche violente. Il n'y a pour l'instant aucune raison de réviser cette attente. Il est par contre observé dans quelques États européens que des extrémistes de droite tentent d'utiliser à leurs fins la coalition amorphe autour du thème « Opposants aux mesures anti-COVID ». Ils pourraient ainsi favoriser une radicalisation allant jusqu'à un usage de violence. Dans le cadre de crises de longue durée ou qui se renforcent, le risque que les protestations gagnent en force et deviennent en partie violentes est toujours présent sans que les milieux de l'extrême droite ou de l'extrême gauche contribuent à les attiser.

Vidéo de propagande du groupe *Junge Tat*, filmée à Zurich, publiée en novembre 2020.

Extrémisme de droite

Récemment, le SRC a pu constater d'importantes fluctuations au sein des groupes d'extrême droite violents, telles que plusieurs créations et disparitions de structures d'extrême droite violentes. De tels changements sont courants dans les milieux suisses de l'extrême droite violente et surviennent par vagues. Cependant, l'intensité actuelle sort de la normale. Ces fluctuations ont induit un regroupement des éléments les plus motivés et les plus radicaux au sein de groupes nouvellement créés, en Suisse allemande et romande.

Habituellement, de tels changements ainsi que les activités des milieux de l'extrême droite violente en général se déroulent de manière discrète. Or, les nouveaux groupes en particulier ont fait preuve d'une stratégie de communication publique et plus provocatrice que d'habitude sur les réseaux sociaux. Que ce soit par volonté de provocation assumée ou par naïveté quant aux conséquences de telles publications, les vidéos de propagande et les photos d'événements postées sur des chaînes et des profils ouverts sont de plus en plus nombreuses.

Extrémisme de gauche

Les membres des milieux suisses de l'extrême gauche violente n'ont pas sensiblement modifié leurs thèmes et continuent leur engagement dans divers domaines, dont les plus importants peuvent être regroupés sous les mots-clés « anticapitalisme », « migration et asile », « antifascisme », « antirépression » et « Kurdes ». Ces milieux se laissent toutefois aussi fortement influencer par des événements de l'actualité. C'est ainsi qu'ils ont instrumentalisé la pandémie de COVID-19 pour leur narration afin de justifier leurs revendications traditionnelles – ils ont manifesté contre les mesures de lutte contre le coronavirus qui, selon eux, limitent la liberté d'expression.

En relation avec la critique de la politique étatique en matière d'asile et de migration, des incendies ont été perpétrés et des dégâts matériels commis. Ont principalement été la cible de tels actes des entreprises en charge de protéger les installations accueillant des requérants d'asile.

Les milieux d'extrême gauche continuent leur lutte idéologique contre le fascisme et tout ce qu'ils perçoivent comme fasciste et ils l'intensifient même. Dans le cadre du conflit idéologique qui oppose la gauche et la droite, les actions d'extrémistes de gauche violents se sont même accrues. De plus, les milieux d'extrême gauche ont intégré le thème des « coronasceptiques » dans leur répertoire. Ils considèrent qu'une partie de ces « coronasceptiques » appartiennent aux milieux de l'extrême

droite. Des extrémistes de gauche organisent de ce fait des contre-manifestations sous la bannière de l'« antifascisme ».

Depuis fin mai 2020, les violences policières aux États-Unis ont donné un nouvel élan à la campagne de « lutte contre la répression » lancée par l'extrême gauche. En raison de ces violences, les milieux de l'extrême gauche se sentent encore plus incités et appelés à manifester contre la police, à attaquer directement les policiers et aussi à commettre et à infliger des dommages matériels à l'infrastructure de la police et d'autres forces de sécurité. À Zurich au moins, le seuil d'inhibition des milieux de l'extrême gauche violente lors d'attaques contre les policiers a encore diminué.

L'extrême gauche violente s'engage toujours en faveur des territoires kurdes autogérés du Rojava au nord de la Syrie et pour les Kurdes en général. En raison de leur idéologie et de leurs objectifs concordants, des relations étroites existent depuis longtemps entre extrémistes de gauche suisses et extrémistes de gauche kurdes et turcs. Des extrémistes suisses de la gauche violente soutiennent les revendications kurdes tant en Suisse que sur place au Rojava. À ces fins, ces milieux organisent des actions en Suisse, en partie leurs propres manifestations, participent à des manifestations de la diaspora kurde en Suisse et collectent des fonds pour l'envoi de matériel de secours tel que des masques de protection, des médicaments et des pansements pour les combattants sur place.

Que prévoit le SRC ?

Extrémisme de droite

Jusqu'à présent, le SRC estimait que le potentiel de violence des milieux de l'extrême droite violente était élevé, mais que la motivation pour passer à l'acte manquait. À côté de la crainte des conséquences personnelles que les membres de ces milieux ressentent encore lorsqu'ils se montrent publiquement, les raisons principales de ce manque de motivation étaient l'absence de thématiques qui les rejoignaient ainsi que celle d'un ou de plusieurs meneurs charismatiques pouvant donner une direction claire, ciblée et assumée à leurs actions. Cependant, le SRC constate actuellement l'émergence de ces deux facteurs, tout du moins dans une partie des milieux suisses de l'extrême droite violente.

- Plusieurs autres facteurs viennent aggraver la situation. L'attrait des militants pour le tir et les sports de combat demeure et leurs capacités dans ces domaines augmentent. Le regroupement de militants puissants, capables et motivés leur donne un sentiment de supériorité. Leur courage à se montrer et à aller au contact n'en est que décuplé.
- Deuxièmement, la disparition de certains groupes a totalement libéré certains militants de l'emprise d'un quelconque groupe d'extrême droite. Bien que d'habitude ces militants rejoignent rapidement d'autres structures existantes, il se peut que d'autres restent des électrons libres. Le SRC estime qu'en règle générale les groupes d'extrême droite violents établis exercent un certain degré de contrôle social sur leurs membres, les incitant plutôt à ne pas faire usage de la violence. Or, si des militants se retrouvent en dehors de ces groupes et ne trouvent pas de nouvelles appartenances, ils sont alors plus enclins à se radicaliser de manière isolée.
- Finalement, les échanges entre jeunes militants, jusqu'à présent plutôt épargnés par les condamnations pénales, et militants plus âgés et jouissant d'une longue expérience dans les groupes, mais aussi en ce qui concerne les poursuites pénales et la confrontation avec leurs opposants idéologiques, augmentent fortement les capacités d'action de ces nouvelles structures.

Sur la base de ces constations, le SRC estime que la situation dans le domaine de l'extrémisme de droite violent se détériore et que le risque de passage à l'acte violent de certains groupes a augmenté ces derniers mois. Cette situation devrait perdurer en 2021 et mener à une recrudescence d'actions violentes imputables aux groupes d'extrême droite violents susmentionnés.

Extrémisme de gauche

Les milieux de l'extrême gauche violente vont poursuivre leur engagement pour toutes les thématiques qu'ils traitent. Selon l'actualité et la situation, ils mettront un accent plus marqué sur certains thèmes et intensifieront leurs activités de manière correspondante.

Ces milieux vont en particulier continuer leur lutte idéologique contre le fascisme et contre tout ce qu'ils perçoivent et ressentent comme fasciste. Ils vont aussi réagir dès qu'ils considèrent des personnes ou des groupes comme faisant partie de l'extrême droite. De telles réactions peuvent être de nature violente, que cela soit sous forme de dommages matériels ou parfois d'attaques physiques contre des personnes. Que de telles actions puissent le cas échéant aussi être dirigées contre des « coronasceptiques » dépendra fortement du déroulement futur de la pandémie, des mesures prises et de la présence de « coronasceptiques » dans le public.

L'extrême gauche violente en Suisse va continuer à observer les mesures prises par l'État pour endiguer la pandémie de COVID-19. Tant que ces mesures seront considérées comme judicieuses par les membres de ces milieux, la majeure partie d'entre eux les accepteront et les appliqueront. Si des mesures impliquant, de leur point de vue, des restrictions disproportionnées des droits fondamentaux devaient toutefois être prises, ces milieux réagiront avec des actions ou des manifestations non autorisées.

Attaque contre une entreprise d'armement à Zurich à l'aide d'un dispositif explosif ou incendiaire non conventionnel (DEINC) , sous la bannière « Fight for Rojava ».

Les extrémistes de gauche violents maintiendront en Suisse et aussi à l'étranger leur engagement en faveur de l'autonomie des Kurdes et ils continueront à agir en Suisse avec violence contre des personnes qu'ils perçoivent comme opposées à ces efforts d'autonomie ou contre ce qu'on appelle des «profiteurs de guerre». Leur engagement dépendra dans ce cas aussi de la situation concrète dans les territoires kurdes autogérés.

Le rôle que joue le thème de l'«antirépression» dans les milieux suisses de l'extrême gauche violente restera important et la police gardera dans ces milieux son image centrale d'ennemi. Les agressions contre la police et contre d'autres forces de l'ordre persisteront ou augmenteront même selon les circonstances.

Avec le déplacement du WEF 2021 (*World economic forum,* Forum économique mondial) à Singapour, il manque aux milieux de l'extrême gauche violente une importante plateforme pour mettre l'accent sur leurs revendications anticapitalistes. Il reste à voir comment ces milieux vont gérer l'absence d'une telle occasion. Il faut toutefois s'attendre à ce qu'ils essayent avec des actions ou une manifestation à attirer l'attention sur le WEF à Singapour.

Actions basées sur le conflit idéologique gauche-droite entre extrémistes violents

Les extrémistes de gauche violents et les extrémistes de droite violents se considèrent comme ennemis idéologiques et agissent comme tels. En 2020, le SRC a constaté une hausse importante du nombre d'actions basées sur le conflit idéologique gauche-droite. Ces actions ont pris des formes diverses allant de la provocation à l'agression physique, en passant par la manifestation, la contre-manifestation, le dommage à la propriété ainsi que la surveillance. La large majorité des actions ont été lancées par l'extrême gauche violente. Le SRC estime que cette hausse du nombre d'actions basées sur le conflit idéologique gauche-droite est une conséquence de la réaction des milieux violents de l'extrême gauche. En effet, ceux-ci ont constaté que l'extrême droite, notamment la jeune génération, devenait dernièrement plus visible et ont réagi en augmentant leurs activités de lutte antifasciste, en menant d'avantage d'actions.

Alors que les actions menées par les extrémistes de droite violents contre ce qu'ils perçoivent comme l'extrême gauche tendent à être spontanées, ponctuelles et exemptes de stratégie, le constat est très différent pour les extrémistes de gauche violents. En effet, la lutte antifasciste est un pilier identitaire central pour les milieux violents d'extrême gauche, dont une large partie se définit par opposition au fascisme. Ainsi, les extrémistes de gauche engagés dans la thématique de l'antifascisme estiment que leur mission consiste à attirer l'attention du public sur les tendances d'extrême droite et les incidents racistes, à décourager les individus qu'ils suspectent d'être d'extrême droite ou d'y être liés de continuer leurs activités ainsi qu'à empêcher les groupes d'extrême droite de s'organiser. Ils font ainsi preuve d'organisation, de rigueur et d'une grande capacité de mobilisation pour atteindre leurs buts. Enfin, pour eux, porter atteinte à l'intégrité corporelle de personnes qu'ils considèrent d'extrême droite est un acte assumé.

Prolifération

Résultat de l'appréciation du SRC

Les acteurs traditionnels

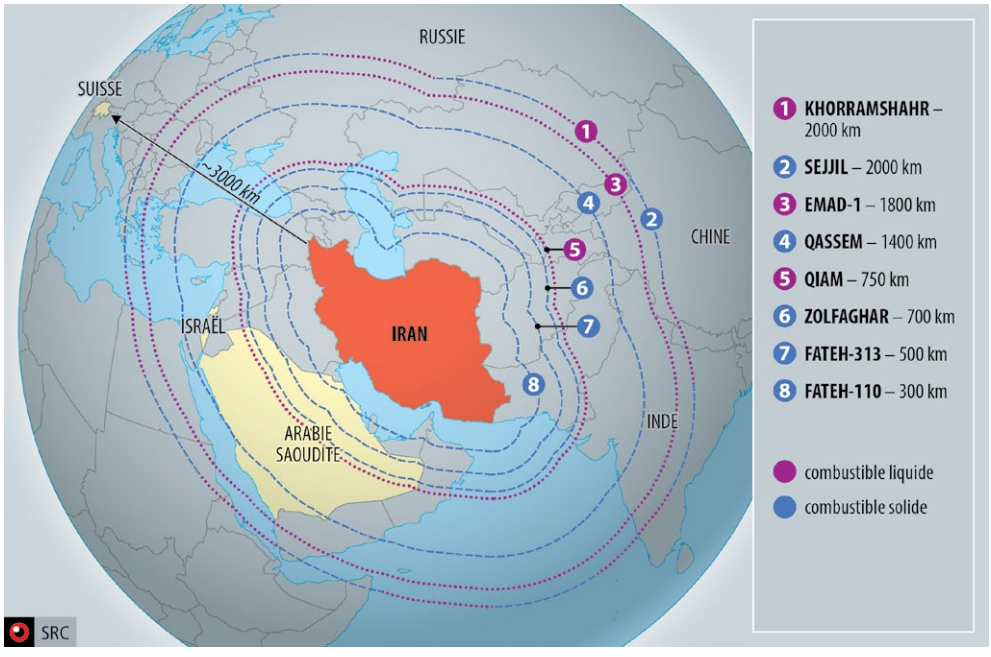
L'attrait des armes de destruction massive reste élevé. Des acteurs étrangers poursuivent leurs tentatives d'acquisition de matériel en Suisse au profit de leurs programmes d'armes de destruction massive ou en vue de fabriquer des vecteurs. L'Iran est parvenu dernièrement à apporter d'importantes améliorations qualitatives à ses systèmes de missiles à propergol solide et à ses missiles de croisière. Ces progrès ont également impliqué du matériel en provenance de Suisse.

Le Pakistan demeure fortement intéressé par le savoir-faire et les biens en provenance de Suisse, notamment en vue de développer son programme nucléaire. Cet État investit des moyens considérables dans son armement nucléaire et devrait bientôt posséder davantage d'ogives nucléaires dans son arsenal actif que le Royaume-Uni, qui détient actuellement 120 ogives opérationnelles.

Tendances stratégiques

Les puissances nucléaires mettent en œuvre de vastes programmes de modernisation de leurs arsenaux. Bien que le système de maîtrise stratégique des armements présente des signes de dégradation, les rapports de dissuasion entre les grandes puis-

Les missiles balistiques actuellement les plus importants de l'Iran et leur portée.



sances nucléaires restent stables. Sur le plan qualitatif, il convient en particulier de mentionner le développement d'armes hypersoniques sous la forme de missiles de croisière conventionnels, mais aussi de planeurs hypersoniques (*hypersonic glide vehicles*) installés sur des systèmes d'armes stratégiques. Dans les deux cas, les délais de préalerte et les possibilités de défense sont réduits. De plus, la frontière entre les systèmes d'armes conventionnels et non conventionnels s'estompe à mesure que les systèmes conçus pour emporter une arme nucléaire sont modifiés pour être équipés d'ogives conventionnelles.

- La Russie améliore sa capacité à mener une guerre contre un puissant adversaire conventionnel et investit des moyens considérables dans le renouvellement et le développement de son industrie de l'armement. La Suisse est particulièrement concernée dans le domaine de l'industrie des machines, étant donné qu'une proportion significative des machines que la Russie souhaite acquérir est destinée à son industrie de l'armement ou aux activités connexes.
- La Chine poursuit résolument son approche consistant à fusionner les domaines civil et militaire. Les biens qu'elle tente d'acquérir en Suisse présentent régulièrement une certaine similitude technique avec les améliorations permanentes des capacités de son armée.
- L'OTAN continue de développer ses capacités de dissuasion et de défense en Europe. Elle s'élargit tant sur le plan régional que thématique et se penche de manière approfondie sur les ambitions de la Chine et les instruments de leur mise en œuvre à l'image, comme indiqué précédemment, de la fusion entre civil et militaire. L'OTAN va elle aussi s'employer à exercer à nouveau une surveillance et un contrôle renforcés de sa propre base industrielle.

Que prévoit le SRC ?

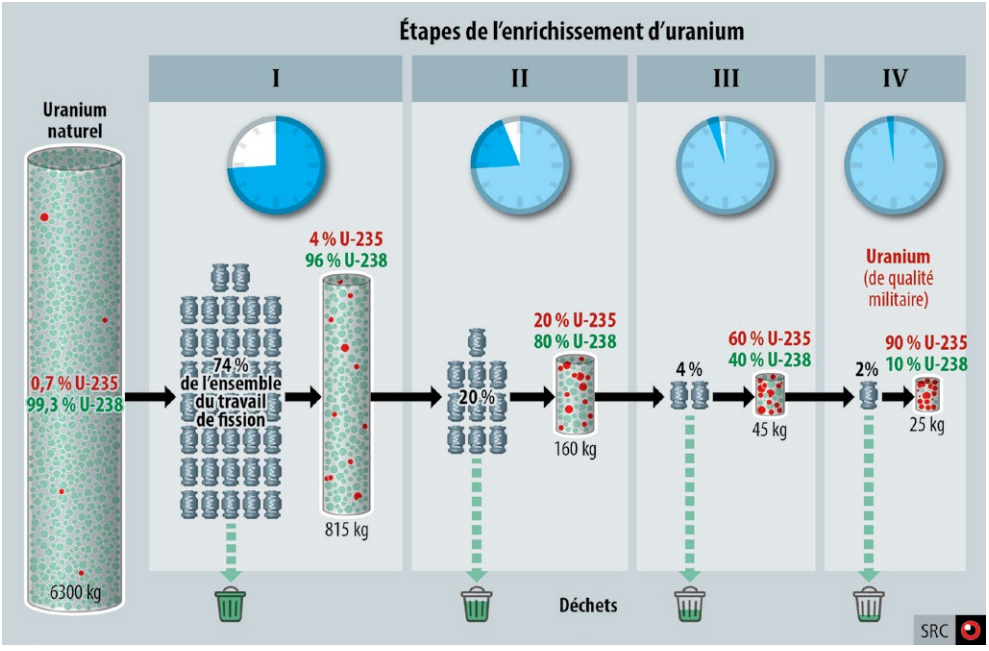
Fluidification des relations avec l'Iran

En matière de prolifération également, le début de l'année 2021 a été marqué par l'assainissement de l'héritage du président Donald Trump. Le démantèlement de l'accord nucléaire (Plan d'action global commun, PAGC) se poursuit dans le cadre du conflit avec l'Iran. Une autre ligne rouge importante a été franchie avec la reprise des activités d'enrichissement de l'uranium à 20 %. Néanmoins, il ne s'agit toujours pas d'une rupture définitive avec le principe du PAGC comme moyen de normaliser à long terme les relations entre l'Iran et les pays occidentaux. L'Iran devrait être intéressé par des discussions avec les États-Unis, sans toutefois être prêt à satisfaire aux exigences américaines de réductions significatives de son arsenal de missiles.

Succès nord-coréens

Si la politique américaine de pression maximale n'a pas produit le résultat escompté dans le dossier iranien, il en va de même pour l' « offensive de charme » du président Trump vis-à-vis du leader nord-coréen Kim Jong-un. La tentative de nouer des relations consensuelles à long terme avec la Corée du Nord, sur la base

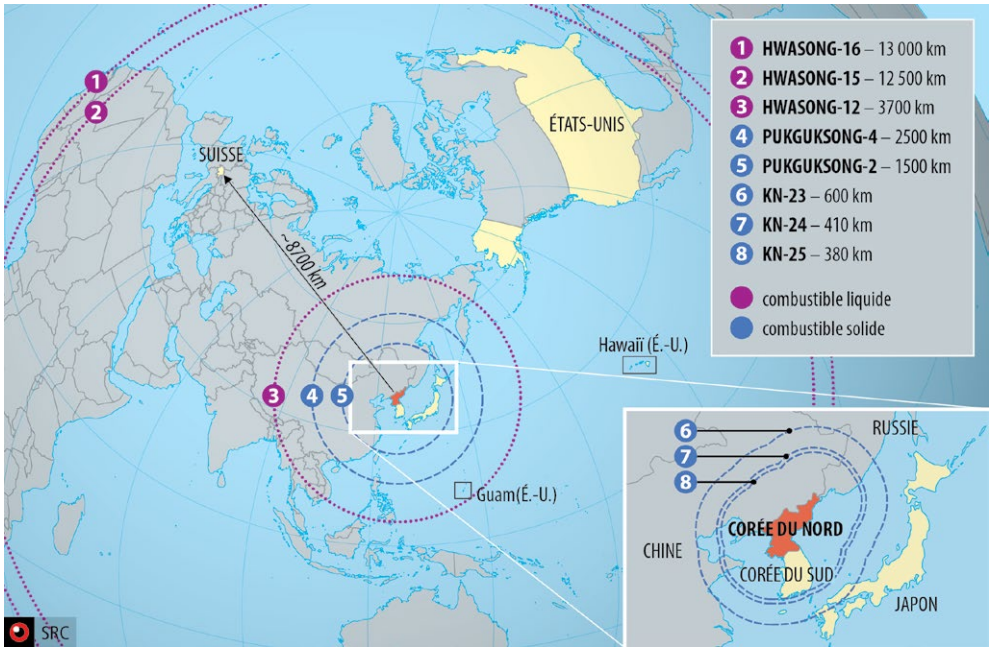
Enrichissement progressif de l'uranium naturel en uranium de qualité militaire. La part de l'isotope U-235 augmente graduellement au détriment de l'isotope U-238, la plus grande partie du travail de fission intervenant lors des deux premières étapes.



des affinités entre les deux dirigeants, a fait long feu. Les deux parties avaient néanmoins conclu un accord tacite selon lequel elles renonceraient aux actions trop provocatrices. La Corée du Nord avait notamment décidé de ne plus conduire d'essais d'armes pouvant être interprétés comme visant directement les États-Unis. Profitant de cette phase de désescalade, la Corée du Nord est parvenue à améliorer la qualité de ses systèmes de missiles. Plusieurs nouveaux types de missiles de courte portée à carburant solide auraient atteint le stade de la production en série et équiperaient désormais la troupe. Ils devraient remplacer une partie au moins des anciens systèmes de type Scud, qui pourraient alors être proposés à la vente et refaire surface dans des zones de conflit.

Le développement d'un nouveau missile intercontinental constitue une autre réussite majeure pour la Corée du Nord et donne l'impression que sa base industrielle est plus performante que ce que l'on supposait jusqu'alors. Si ce nouveau missile n'a encore jamais été testé en vol, un test conviendrait idéalement pour rappeler aux États-Unis le potentiel de nuisance de la Corée du Nord et les inviter à la table des négociations. Typique de la tradition nord-coréenne, il est probable qu'un tel comportement se produise en 2021.

Les nouveaux missiles balistiques les plus performants et importants de la Corée du Nord et leur portée.



Une base industrielle, élément incontournable de l'autonomie en matière de politique de sécurité

Le domaine de la prolifération réagit aux développements majeurs, à l'instar de la relative montée en puissance de systèmes autoritaires par rapport aux régimes démocratiques. Les systèmes autoritaires étant moins enclins à résoudre les problèmes et les conflits au sein des mécanismes de sécurité collective établis, leur renforcement entraîne un affaiblissement de ces mécanismes. La pandémie de COVID-19 a renforcé cette tendance et accentué l'impression que les États-nations sont en définitive livrés à eux-mêmes et qu'ils se doivent d'agir de leur propre chef.

Les États qui aspirent à une autonomie sur le plan de la politique de sécurité et qui accompagnent leurs politiques extérieures et de sécurité par des moyens militaires doivent bâtir une industrie de l'armement autonome. La guerre dans le Haut-Karabakh en 2020 en est un exemple. Au cours de ces dernières années, la Turquie a massivement investi dans le développement de sa base industrielle et acquis la capacité de mener et de soutenir avec succès une guerre aérienne par ses propres moyens, sur la base de ses aéronefs sans pilote et de ses propres munitions de précision. Mais ce conflit a également mis en lumière des lacunes dans les capacités turques : le Canada a en effet empêché la livraison de moteurs fabriqués en Autriche et destinés aux drones turcs, le fabricant de ces moteurs étant la filiale d'une entreprise canadienne. D'autres composants-clés que la Turquie ne peut pas encore produire elle-même – à l'instar des systèmes de capteurs – ne sont plus livrés aux fabricants de drones turcs.

Pour acquérir une autonomie stratégique, l'industrie de l'armement d'un État ne doit donc pas seulement être en mesure de fabriquer des biens d'armement, mais aussi des composants-clés sans être tributaire de fournisseurs étrangers. Le savoir-faire nécessaire est souvent détenu par de petites et moyennes entreprises (PME) ou start-up spécialisées et innovantes. La meilleure façon d'accéder à cette expertise, même pour de petits États, consiste à l'acheter. La Suisse regorgeant de start-up et d'entreprises innovantes, elle est donc particulièrement exposée en matière d'activités stratégiques de prolifération. Elle n'applique pas de politique industrielle pilotée par l'État, n'assure pas systématiquement le suivi des compétences-clés disponibles dans le pays et ne dispose pas d'outils robustes pour identifier les investissements à motivation étatique par des tiers en Suisse pour éventuellement les empêcher. Pour paraphraser une citation réputée, on pourrait affirmer que chaque pays dispose en effet d'une politique industrielle : la sienne propre ou celle d'un autre.

Espionnage

Résultat de l'appréciation du SRC

Services de renseignement étrangers : différences et points communs

Les services de renseignement restent un instrument privilégié par de nombreux États pour identifier les menaces à leur encontre et s'en défendre, tant sur leur territoire qu'à l'étranger. Le renseignement leur permet ainsi d'assurer un suivi permanent de la situation en matière de politique de sécurité. Il existe des différences significatives entre les services quant à leur perception de ces menaces et aux contre-mesures qu'ils adoptent.

L'activité des services de renseignement étrangers varie fortement en fonction de leurs capacités, de leurs moyens, des objectifs visés, de leurs compétences et des méthodes qu'ils préconisent. Ils se distinguent également par les prescriptions légales qu'ils sont tenus de respecter ainsi que par les contrôles auxquels ils sont soumis. Si les démocraties respectant l'État de droit ont tendance à renforcer la surveillance parlementaire et légale de leurs services de renseignement, l'accent est habituellement mis sur leurs propres citoyens, que ce soit sur leur territoire ou à l'étranger. Les dispositions légales relatives au renseignement à l'étranger restent plutôt générales et autorisent une vaste marge de manœuvre. Cependant, alors que la surveillance et le contrôle sont renforcés, de nouvelles compétences sont également exigées et introduites. C'est le cas notamment dans le domaine de l'exploration réseau, des appareils électroniques et des communications chiffrées. La retenue et les restrictions en matière de collecte de renseignements à l'étranger – donc également en Suisse – relèvent plutôt de considérations politiques.

La numérisation et la mise en réseau permettent aux services de renseignement de récolter plus rapidement de plus grandes quantités d'informations plus précises. Pour ces services, le défi aujourd'hui comme demain se trouve moins dans la collecte d'informations que dans le fait de les traiter et de les mettre à disposition efficacement.

Services de renseignement étrangers : priorités et capacités

Un aspect important du travail de renseignement porte sur la récolte et l'analyse d'informations concernant les capacités politiques, économiques et militaires, mais aussi les intentions d'États influents, mondialement ou dans une région d'intérêt particulier. Un autre aspect-clé concerne les informations permettant de se défendre contre des menaces telles que le terrorisme, l'extrémisme violent, la prolifération et l'espionnage. La lutte contre le terrorisme reste une priorité pour de nombreux services de renseignement, mais l'espionnage ciblant des acteurs étatiques gagne à nouveau en importance. Ce développement est une conséquence de la recrudes-

cence du recours aux instruments de pouvoir et de la concurrence croissante entre les trois grandes puissances que sont les États-Unis, la Chine et la Russie. Certaines puissances régionales agissent de façon similaire à leur échelle, de sorte que l'on constate une intensification des activités d'espionnage au niveau mondial. Cette compétition et les conflits qui en résultent poussent d'autres États à investir davantage dans leurs services de renseignement.

Grandes puissances

La compétition entre les trois grandes puissances citées ci-dessus se manifeste entre autres par l'engagement de moyens de renseignement. L'espionnage mutuel entre ces pays prend de l'ampleur et se déroule également sur le territoire d'États tiers. Pour les services de renseignement américains, la lutte contre le terrorisme et l'espionnage des rivaux stratégiques restent prioritaires. Il en va de même pour la Chine et la Russie, qui consacrent en outre une part considérable de leurs moyens de renseignement à l'espionnage d'acteurs économiques, sur leur territoire comme à l'étranger, ainsi qu'à la surveillance de communautés et personnes considérées comme des menaces. Les activités de ces services de renseignement ne servent pas que des intérêts étatiques (comme dans d'autres États autocratiques), mais servent aussi les élites dirigeantes, qui les utilisent largement pour conserver, voire étendre leur pouvoir. Bien que les services de renseignement des États-Unis, de la Chine et de la Russie ainsi que d'autres nations aient des priorités fixes, ils disposent de capacités suffisantes pour espionner de multiples autres acteurs.

Espionnage persistant contre des intérêts suisses

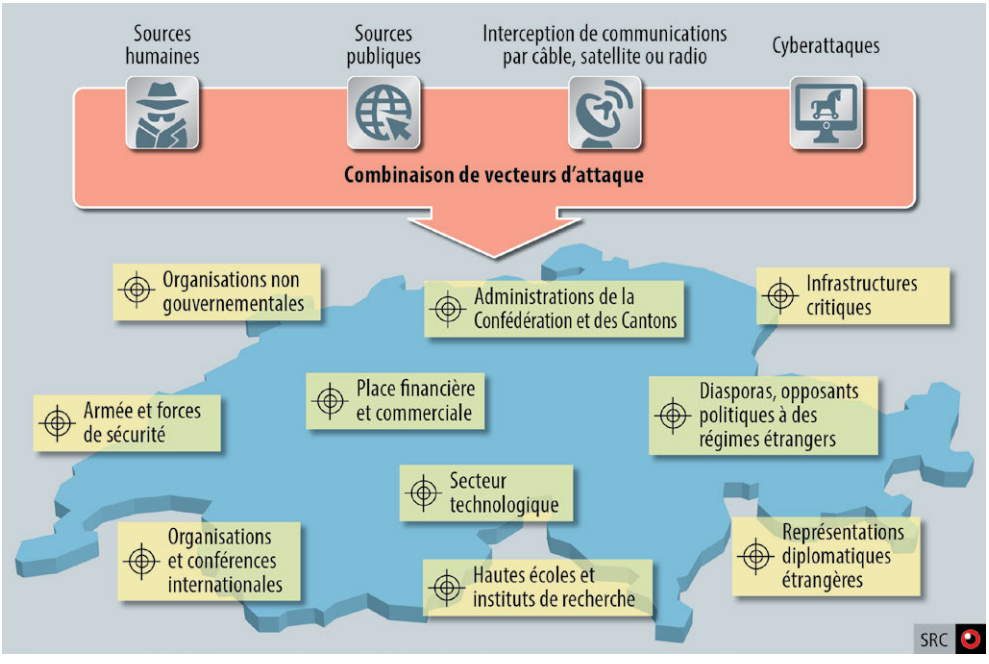
La Suisse est fortement touchée par les activités d'espionnage de services de renseignement étrangers, et ce de plusieurs manières :

- de nombreuses personnes physiques et morales établies en Suisse sont directement prises pour cible par des services de renseignement étrangers. Sont concernés des membres et collaborateurs d'autorités, du Parlement, de l'armée, d'instituts de recherche et des médias. Des secteurs de l'économie très variés sont aussi ciblés. À l'étranger également, des ressortissants et intérêts suisses sont espionnés par des services de renseignement étrangers ;
- en Suisse, des services de renseignement étrangers prennent aussi leurs propres ressortissants pour cible, notamment des personnes critiques du régime, des

membres de l'opposition ou des membres de minorités ethniques ou religieuses. Ces activités sont parfois conduites aux yeux de tous ;

- les services de renseignement d'États tiers s'espionnent aussi entre eux sur le territoire suisse. La Suisse est à ce titre un lieu d'importance mondiale : la présence d'une multitude d'organisations internationales et de représentations diplomatiques à Genève en constitue un facteur important. Les grands services de renseignement étrangers en particulier peuvent s'appuyer sur des structures et de vastes réseaux établis en Suisse ;
- ses règles d'entrée simples, ses infrastructures de qualité et sa situation centrale en Europe contribuent à ce que la Suisse reste un lieu privilégié pour les « rencontres dans un pays tiers ».

Vecteurs d'attaques et cibles d'espionnage en Suisse



Que prévoit le SRC ?

Perspective de continuité

L'espionnage demeure un phénomène permanent : ses objectifs et méthodes n'ont pas fondamentalement évolué au fil du temps. Le SRC ne s'attend par conséquent à aucun changement notable.

Les cibles et les thématiques-clés resteront guidées par les priorités politiques des différents gouvernements. Les activités d'espionnage des grandes puissances et puissances régionales gagneront en importance dans un contexte marqué par la compétition accrue desdites puissances et le recours aux instruments de pouvoir. La lutte contre le terrorisme restera cependant l'une des principales missions des services de renseignement, en particulier dans les États occidentaux. En cas de conflit armé de grande envergure, en Europe ou entre les grandes puissances, il faudra s'attendre à une redistribution rapide et significative des moyens à disposition du renseignement en matière de lutte antiterroriste au profit de l'espionnage à l'encontre d'acteurs étatiques.

Les services de renseignement sont dépendants de leurs sources – aussi variées et indépendantes que possible – pour vérifier la crédibilité des informations collectées. Pour trouver ces sources, diverses méthodes de collecte d'informations seront donc encore employées à l'avenir. La numérisation et la mise en réseau contribueront néanmoins à faire progresser l'exploration technique – particulièrement sur le plan cybernétique –aussi bien qualitativement que quantitativement.

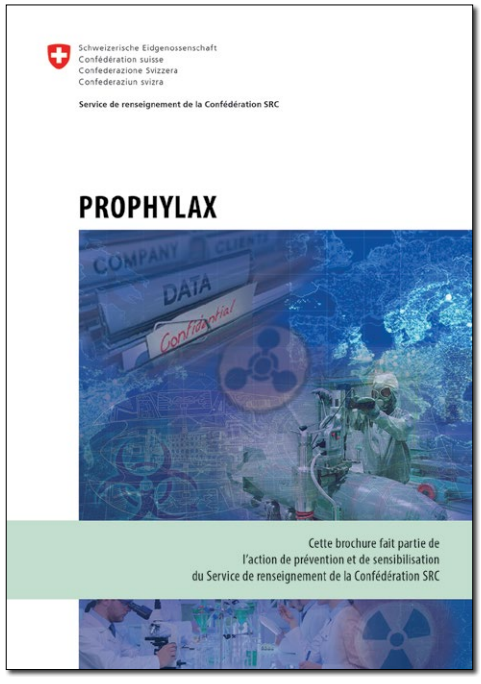
La Suisse reste importante pour les acteurs étatiques

Aucun grand changement n'est à attendre pour la Suisse. Genève reste un point géographique sensible pour les activités d'espionnage puisqu'une multitude d'organisations internationales, de représentations diplomatiques, d'organisations non gouvernementales, d'instituts financiers et de sociétés de négoce y sont basés. Mais d'autres grandes villes suisses demeureront importantes sur le plan de l'espionnage.

Si les cibles de l'espionnage resteront fondamentalement les mêmes en Suisse, il faut s'attendre à ce que des entreprises de premier plan établies en Suisse se retrouvent davantage en ligne de mire de services de renseignement étrangers, et ce particulièrement dans des secteurs où certains développements offrent une occasion intéressante. Cela concerne notamment les entreprises actives dans les technologies de l'information, la technologie chimique et pharmaceutique, la mobilité, les énergies renouvelables et l'armement.

L'espionnage de personnes réfugiées en Suisse et, le cas échéant, la pression à laquelle ces personnes sont soumises, dépendent largement des développements

dans leurs pays d'origine. L'ampleur de ces activités et la pression résultante ne vont pas diminuer pour les réfugiés en provenance d'Asie et d'Afrique. Sont particulièrement exposés les membres de la diaspora, les journalistes et politiciens en exil, de même que les représentants de groupes et organisations considérés comme des menaces par leur État d'origine.



La brochure sur la campagne de prévention et de sensibilisation « Prophylax » est disponible sur l'internet.

www.vbs.admin.ch (Autres thèmes / Recherche de renseignements / Espionnage économique)

Les services de renseignement, des outils polyvalents | De nombreux États ne se contentent pas d'utiliser leurs services de renseignement pour récolter des informations, les analyser puis en tirer des déductions pertinentes. Des missions supplémentaires sont confiées à leurs services de renseignement militaires comme aux services de renseignement civils intérieurs et extérieurs. Ces derniers sont parfois chargés d'exercer clandestinement une influence politique à l'étranger, pouvant aller jusqu'au renversement d'un gouvernement ; ce faisant, ils contribuent à la politique de sécurité de leur pays. Des biens difficiles à acquérir dans le pays ou faisant l'objet de sanctions sont alors recherchés à l'étranger. Ces services sont amenés à commettre des enlèvements ou cibler des opposants politiques et militaires au moyen de sabotages, d'attaques, d'assassinats ciblés ou d'actions militaires clandestines.

De telles actions peuvent servir simultanément plusieurs objectifs : du point de vue du commanditaire, l'assassinat ciblé d'un terroriste ou d'un critique du régime peut neutraliser une menace tout en dissuadant d'autres acteurs. Si l'assassinat a lieu à l'étranger, son commanditaire peut alors également tester les limites politiques et les capacités des autorités de sécurité et de poursuite pénale dans l'État en question.

Les États autocratiques n'ont pas le monopole des activités allant au-delà de la récolte, l'analyse et la mise à disposition d'informations. Des démocraties respectant l'État de droit agissent également de la sorte. La plupart d'entre elles sont impliquées dans des conflits militaires.

Dans ce contexte, certains acteurs agiront clandestinement dans des zones de conflit, mais aussi dans des États en paix. Compte tenu des méthodes secrètes employées, il restera difficile d'identifier les auteurs et les commanditaires de telles actions, pour autant que l'on puisse même attribuer ces rôles. Il est par conséquent ardu de déterminer l'ampleur de ce phénomène. Les services de renseignement tireront par ailleurs les leçons de leurs erreurs et chercheront à ne pas les répéter lors d'actions ultérieures.

La Suisse, théâtre secondaire de ces activités | Par rapport au reste du monde, la Suisse n'est pas fortement touchée par des activités de renseignement dépassant le cadre de l'espionnage. Au cours des dernières années, on n'a recensé en Suisse aucun acte de sabotage, attaque, enlèvement ou assassinat ciblé par des services de renseignement étrangers. Il existe cependant des indices de harcèlement, de menaces et d'intimidations à l'encontre de personnes réfugiées en Suisse, vraisemblablement par des autorités étrangères. Compte tenu d'incidents concrets survenus dans des États voisins et d'autres pays européens, des actes de violence de la part de services de renseignement étrangers restent donc possibles en Suisse.

Sur le territoire suisse opèrent des entités qui appartiennent à des réseaux servant à l'acquisition de biens en Suisse et dans d'autres pays européens. Certains services de renseignement étrangers sont impliqués en Suisse dans des activités d'influence clandestines et indésirables. À cet effet, une pression est exercée notamment sur des membres de diasporas nationales, d'organisations suisses et de médias. Le SRC estime que ces opérations ne produisent qu'un faible impact en Suisse à l'heure actuelle.

Court métrage « En ligne de mire » sur l'espionnage économique en Suisse

disponible sur le site internet *www.vbs.admin.ch (Autres thèmes / Recherche de renseignements / Espionnage économique)*

Menace contre les infrastructures critiques

Résultat de l'appréciation du SRC

Infrastructure d'information : agrandissement de la surface d'attaque

La numérisation de l'économie, de la société et des institutions publiques va se poursuivre inexorablement. Le progrès technologique, offrant sans cesse de nouvelles applications potentielles, de même que la promesse d'efficience des solutions numériques soutiennent cette tendance et la perpétuent. La numérisation est désormais largement devenue un phénomène évident et inexorable car sans cela il ne serait plus du tout possible d'assurer la jonction avec le nombre croissant de domaines et processus d'ores et déjà numérisés.

Les exploitants d'infrastructures critiques sont soumis à une pression particulièrement importante en matière de numérisation dans tous les secteurs, ce qui entraîne un retrait graduel des prestations analogiques. Le marché de l'énergie mise également sur les systèmes de mesure et réseaux électriques intelligents, tandis que les systèmes de contrôle industriels sont pilotés, mais aussi entretenus à distance. Dans le domaine de la santé, le nombre et le développement d'appareils médicaux connectés progressent, allant jusqu'aux appareils d'analyse portés et utilisés par les patients eux-mêmes. La couverture du territoire suisse par la dernière génération de technologie de téléphonie mobile (5G) est étendue en permanence, alors que le potentiel de l'intelligence artificielle est testé dans une grande variété de secteurs. De nouvelles technologies sont introduites à un rythme soutenu afin de ne pas manquer une occasion importante et de réduire les coûts.

Déjà observable depuis plusieurs années, cette tendance à la numérisation s'est encore accélérée depuis le printemps 2020 sous l'effet des mesures de lutte contre la pandémie. La limitation des contacts sociaux exigée a engendré une demande accrue en matière de formes de collaboration virtuelles, à l'instar des systèmes de vidéoconférence. Des groupes professionnels différents ont bénéficié d'accès à distance aux informations et systèmes importants pour leur activité de sorte à permettre le télétravail, cela afin de réduire le risque d'infection des collaborateurs sur le lieu de travail ou le trajet domicile-travail. Les risques techniques, physiques et organisationnels relatifs à la sécurité des informations n'ont souvent pas été pleinement pris en compte, une disponibilité rapide ayant été le facteur décisif dans la recherche de solutions. Néanmoins, tout nouveau composant d'un réseau d'entreprise et toute nouvelle possibilité d'accès à un système se traduit par un agrandissement de la surface d'attaque permettant de pénétrer dans les réseaux ou de perturber les systèmes.

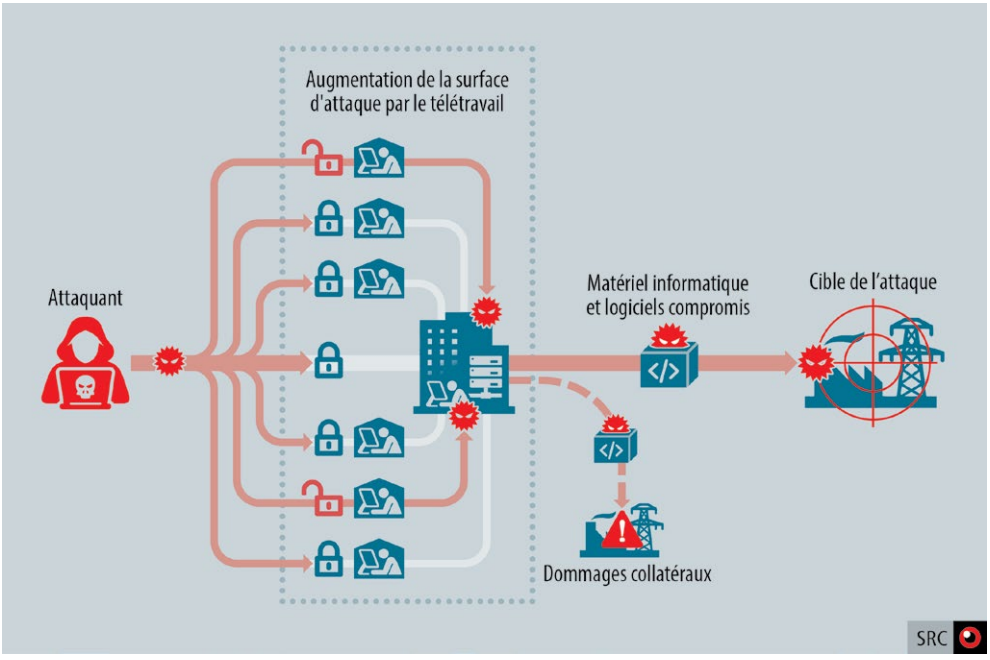
Attaques visant les fournisseurs d'infrastructures critiques

Les attaques contre la chaîne logistique (*supply chain attacks*) se poursuivent. Les interdépendances étant de plus en plus nombreuses et les mesures de sécurité

des exploitants d'infrastructures critiques devenant plus efficaces, les entreprises fournissant des équipements et prestations spécialisées destinés aux exploitants d'infrastructures critiques deviennent des cibles privilégiées. La Suisse compte une multitude d'entreprises de ce type ; elles fournissent des exploitants aussi bien localement qu'à l'étranger. Leur matériel est souvent utilisé par plusieurs exploitants, et la plupart de ces fournisseurs n'ont pas encore suffisamment investi pour garantir leur propre sécurité ni celle de leurs produits, ce qui fait d'eux des cibles lucratives tant pour des organisations criminelles que pour des acteurs parrainés par des États.

En Suisse, l'Institut national de test pour la cybersécurité (NTC) sera par conséquent créé conformément à la stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques. Si le NTC sera en mesure de contrôler des équipements importants, il ne pourra cependant pas se substituer aux investissements requis de la part des fournisseurs suisses afin de garantir leur propre sécurité et donc aussi celle des exploitants qui dépendent d'eux. Pour tirer pleinement parti de la numérisation, les entrepreneurs suisses doivent davantage tenir compte des risques qu'elle comporte ainsi que des mesures permettant de les atténuer. Ce point s'applique tout particulièrement aux entreprises qui fournissent des exploitants d'infrastructures critiques.

Un accroissement des accès à distance, par exemple par le télétravail, augmente la surface d'attaque des réseaux.



Que prévoit le SRC ?

Surfaces d'attaque plus étendues et chaînes logistiques plus complexes

Les efforts en matière de numérisation continueront de s'accentuer. Le fait de prioriser des aspects comme la fonctionnalité et la disponibilité rapide au détriment de la sécurité fait courir un risque considérable. Dans le cadre de la pandémie de COVID-19, la protection de la santé a primé lors de l'installation de solutions numériques dans l'urgence. Cette urgence est précisément la raison pour laquelle une attention insuffisante est portée à la sécurisation des nouvelles fonctions.

Les environnements système comportent toujours plus de composants développés par une multitude de sociétés ainsi que de liens avec des ressources externes comme celles des fournisseurs de services cloud. Directement comme indirectement, les surfaces d'attaque pour des menaces potentielles contre les infrastructures d'information critiques augmentent donc considérablement, par exemple grâce à la multitude d'entreprises impliquées dans les différentes chaînes logistiques des produits informatiques. Au cours des prochaines années, le traitement de cette nouvelle situation en matière de risques, qu'il convient de maîtriser conjointement, représentera un défi de taille pour la société, l'économie et l'État.

Diversification et développement du modèle « Crime-as-a-Service »

Les cybercriminels continuent de diversifier leurs stratégies de maximisation des profits en se spécialisant dans certains aspects de cette activité. Ainsi, les attaques au moyen de rançongiciels ne servent pas uniquement à chiffrer le système infiltré, mais aussi à dérober au préalable des données sensibles permettant de faire du chantage ou de les revendre au marché noir. Chacune de ces étapes est réalisée par un autre acteur qui maîtrise particulièrement le processus et l'a perfectionné. Le partage du travail se développe aussi au sein des milieux criminels.

De plus en plus souvent, des groupes criminels, principalement motivés par des considérations financières, fournissent des accès à des réseaux tiers, des informations dérobées et une expertise technique représentant *de facto* des prestations. Au vu des développements dans le domaine de la numérisation exposés ci-dessus et des chaînes logistiques toujours plus complexes, les cybercriminels disposent désormais d'un champ d'action élargi. De telles offres pourraient également intéresser des acteurs étatiques, rendant plus difficile d'identifier sans équivoque et de retracer les attaques, et donc de poursuivre lesdits acteurs étatiques.

Attaque à l'échelle internationale contre la chaîne logistique : « Sunburst »

Les attaques visant la chaîne logistique au cours desquelles les développeurs et fournisseurs de logiciels servent de vecteurs d'attaque n'ont rien d'un phénomène nouveau. Cette approche remonte au moins à 2011, lorsque le logiciel malveillant « Stuxnet » a été introduit dans une installation iranienne d'enrichissement d'uranium par l'intermédiaire d'un fournisseur. Depuis, des incidents similaires de portée internationale sont survenus régulièrement : en 2017, le piratage d'un logiciel de fiscalité ukrainien a été le déclencheur de la diffusion de « Not Petya », un cheval de Troie de chiffrage des données ayant provoqué des dommages dans le monde entier. La même année, l'opération d'espionnage « Cloudhopper » a été découverte, impliquant le vol de données clients de plusieurs prestataires informatiques et de fournisseurs de services cloud en particulier. En 2019, des campagnes suivant un schéma similaire ont visé des utilisateurs du logiciel « ccleaner » et d'appareils Asus.

En décembre 2020, la campagne de cyberespionnage « Sunburst » a été rendue publique : les sociétés FireEye, SolarWinds et Microsoft ont annoncé que des auteurs inconnus avaient lancé une attaque contre une multitude d'autorités et d'entreprises dans le monde entier par l'intermédiaire de SolarWinds, un grand fournisseur américain de systèmes de gestion de réseaux. En octobre 2019, ces individus étaient parvenus à accéder à ses systèmes et à injecter du code malveillant dans le logiciel Orion IT. Les mises à jour publiées entre mars et juin 2020 étaient par conséquent compromises, et le code malveillant injecté – « Sunburst » – a donc pu se diffuser par le biais d'une application parfaitement légitime. Vecteur de diffusion, le processus de mise à jour a donc aussi servi de porte d'entrée chez les victimes choisies.

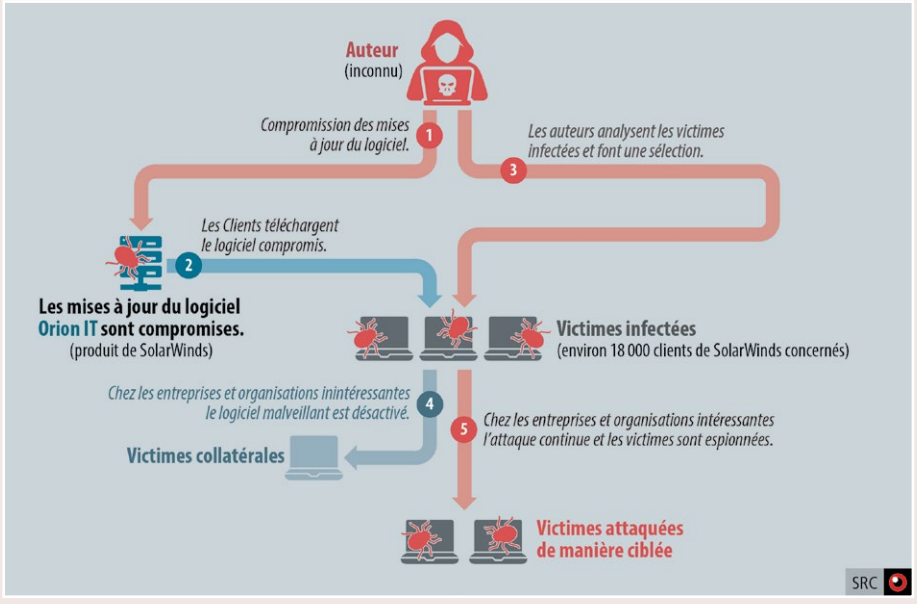
Les dommages causés sont immenses. SolarWinds a déclaré que quelque 18 000 de ses 300 000 clients avaient téléchargé la mise à jour. Cela ne signifie toutefois pas que l'intégralité de ces clients ont été espionnés. Les attaquants ont adopté une approche ciblée et n'ont poursuivi activement l'attaque que chez les victimes présentant un intérêt à leurs yeux.

Selon de premiers indices, les auteurs auraient aussi piraté d'autres entreprises et se seraient servis de leurs produits informatiques comme vecteurs d'intrusion pour leur campagne. Celle-ci semble relever de l'espionnage et non du sabotage. Depuis la découverte de cette attaque, des analyses et des nettoyages de systèmes sont en cours aux États-Unis et dans de nombreux autres pays. Au vu de l'ampleur et de la complexité de cette campagne, le SRC part du principe qu'un certain temps devra encore s'écouler avant que l'on puisse se prononcer de manière fiable quant à l'étendue et aux dégâts de l'attaque.

Plusieurs entreprises suisses ont également téléchargé la mise à jour piratée, infectant leurs systèmes par « Sunburst » de cette manière. Néanmoins, rien n'indique pour le moment que les auteurs ont poursuivi leur attaque contre ces entreprises. Elles seraient donc des victimes collatérales d'une cyberattaque visant prioritairement d'autres structures.

Il y a toutes les raisons de supposer que de telles attaques se produiront également à l'avenir. Le piratage d'un logiciel revêt un potentiel de dommages énorme, particulièrement dans le cas de produits largement répandus et d'éditeurs leaders sur le marché. La Suisse est fortement interconnectée, et les exploitants d'infrastructures critiques font appel à une multitude de services numériques et de produits. La complexité des chaînes logistiques et l'accélération des processus de numérisation mettent également les infrastructures critiques en péril et augmentent le risque d'être victime d'une attaque par l'intermédiaire de la chaîne logistique.

Déroulement de l'attaque contre la chaîne logistique SolarWinds à l'aide de mises à jour compromises du logiciel.



Chiffres et éléments clés

Structure, personnel et finances

À la fin de l'année 2020, le SRC comptait 159 collaboratrices et 239 collaborateurs occupant au total 363 équivalents plein temps. Le SRC attache une grande importance à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Il a été en 2016 l'un des premiers offices fédéraux à avoir été certifié employeur particulièrement favorable à la famille. La ventilation par langue maternelle démontre que près des trois-quarts du personnel est de langue allemande, un bon cinquième de langue française, environ 4 % de langue italienne et 1 % de langue romanche.

Les cantons ont été indemnisés pour leurs services de renseignement avec un montant de 18 millions de francs, les charges de personnel du SRC se sont élevées à 61,9 millions de francs, les charges de biens et services et charges d'exploitation à 23,8 millions de francs.

Coopération internationale

Le SRC travaille avec des autorités étrangères qui accomplissent des tâches au sens de la loi fédérale sur le renseignement (LRens). À cet effet, le SRC représente entre autres la Suisse dans des organismes internationaux. Il échange des informations avec plus d'une centaine de services partenaires de divers États et avec des organisations internationales, par exemple avec les services compétents de l'ONU et les institutions et services de l'UE qui s'occupent de questions de politique de sécurité. Le SRC reçoit chaque année près de 13 500 communications de ces services partenaires et leur transmet pour sa part annuellement près de 6000 communications.

Systèmes d'information et de stockage des données

En 2020, 572 demandes de renseignements ont été déposées sur la base de l'art. 63 LRens et de l'art. 8 de la loi fédérale sur la protection des données. 488 personnes qui ont déposé une telle demande ont obtenu une réponse en deux parties : le SRC leur a transmis, d'une part, tous les renseignements selon la loi sur la protection des données et, d'autre part, a différé sa réponse concernant les systèmes d'information selon l'art. 63, al. 2, LRens (report pour aucune donnée traitée concernant la personne requérante, pour intérêts exigeant le maintien du secret ou intérêts prépondérants de tiers). Dans 17 cas, le SRC a transmis à titre exceptionnel aux personnes requérantes, sous réserve d'intérêts de maintien du secret et de la protection de tiers en lien avec les systèmes d'information, des renseignements complets sur le traitement ou non de données les concernant et si oui lesquelles. Dans 16 cas et malgré un rappel, les conditions formelles pour le traitement d'une demande (comme la remise d'une

preuve d'identité) n'ont pas été remplies et ces demandes n'ont de ce fait pas pu être traitées. De sorte qu'à la fin de 2020, 51 demandes de renseignements étaient encore en traitement.

En 2020, le SRC a reçu 18 demandes d'accès sur la base de la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration.

Appréciations de la situation

Le SRC présente chaque année son rapport de situation « La Sécurité de la Suisse ». Ce rapport comporte le radar de la situation qui, dans sa forme classifiée confidentielle, sert de base au Groupe Sécurité pour établir son appréciation mensuelle de l'état de la menace et fixer les priorités. Les rapports d'appréciation de la situation du SRC sont remis au Conseil fédéral, à d'autres décideurs politiques et aux services compétents au sein de la Confédération et des cantons, aux décideurs militaires ainsi qu'aux autorités de poursuite pénale. Ces destinataires, à leur demande ou à l'initiative du SRC, reçoivent périodiquement, spontanément ou dans des délais établis des informations et des connaissances, sous forme orale ou écrite, concernant tous les domaines couverts par la LRens et en application du mandat de base classifié confidentiel du SRC. En 2020, le SRC a aussi apporté son soutien aux cantons au moyen d'un réseau national de renseignement dirigé par son Centre fédéral de situation, notamment dans le cadre du Forum économique mondial de Davos.

Rapports pour utilisation dans le cadre de procédures pénales et administratives

Outre ses rapports à caractère essentiellement stratégique, le SRC remet également aux autorités compétentes des informations non classifiées pour leur utilisation dans des procédures pénales ou administratives. En 2020, il a ainsi remis au Ministère public de la Confédération 25 rapports officiels, 27 à d'autres autorités fédérales telles que l'Office fédéral de la police, le Secrétariat d'État aux migrations ou le Secrétariat d'État à l'économie ainsi que deux rapports à des autorités cantonales (sans compléments aux rapports officiels déjà existants). Sur l'ensemble de ces rapports, 34 concernaient le domaine du terrorisme, trois le domaine de l'espionnage et sept celui de la prolifération et de la domaine de l'extrémisme violent alors que trois n'ont pas pu être attribués à une thématique spécifique.

Mesures

Lutte contre le terrorisme | Le SRC publie périodiquement sur son site web des chiffres en rapport avec la lutte contre le terrorisme (personnes représentant un risque, voyageurs à motivation djihadiste et cas de monitoring de sites Internet au contenu djihadiste).
www.vbs.admin.ch (FR / Autres thèmes / Recherche de renseignements / Terrorisme)

Programme de sensibilisation Prophylax | Le SRC, en collaboration avec les cantons, a poursuivi ses programmes destinés à la sensibilisation aux activités illégales dans les domaines de l'espionnage et de la prolifération : le programme de sensibilisation Prophylax et le module de sensibilisation Technopol dans le domaine des hautes écoles. Le SRC a pris contact avec des entreprises, des hautes écoles, des instituts de recherche ainsi qu'avec des offices fédéraux. En 2020, 39 entretiens ont été menés avec des entreprises dans le cadre de Prophylax et 14 entretiens dans celui de Technopol. De plus, 13 entretiens de sensibilisation ont été organisés.
www.vbs.admin.ch (Autres thèmes / Recherche de renseignements / Espionnage économique)

Mesures de recherche soumises à autorisation | En cas de menace grave et imminente dans les domaines du terrorisme, de l'espionnage, de la prolifération, des attaques contre des infrastructures critiques ou pour la sauvegarde d'autres intérêts nationaux importants selon l'art. 3 LRens, le SRC peut ordonner des mesures de recherche soumises à autorisation. Ces mesures sont régies par l'article 26 LRens. Elles doivent être autorisées par le Tribunal administratif fédéral et avalisées par la cheffe du DDPS après consultation du chef du DFAE et de la cheffe du DFJP. Ces mesures sont autorisées pour une durée maximale de trois mois. À échéance de ce délai, le SRC peut faire une demande justifiée de prolongation pour trois mois supplémentaire au maximum. Les mesures sont soumises au strict contrôle de l'Autorité indépendante de surveillance des activités des services de renseignement et de la Délégation des commissions de gestion.

Mesures autorisées et avalisées 2020

Tâches (art. 6 LRens)	*Opérations*	*Mesures*
Terrorisme	3	21
Espionnage	1	6
Prolifération NBC	0	0
Attaques visant des infrastructures critiques	0	0
Total	**4**	**27**

Personnes concernées par ces mesures 2020

Catégorie	*Nombre*
Personnes ciblées	4
Tiers (art. 28 LRens)	1
Personnes inconnues (par ex. uniquement numéro de téléphone connu)	3
Total	**8**

Méthode de comptage

- Concernant ces mesures, chaque prolongation autorisée et avalisée d'une mesure (plusieurs fois possible pour chaque fois trois mois au maximum) est comptée comme une nouvelle mesure car elle a dû être à nouveau demandée et justifiée dans le cadre de la procédure ordinaire.
- Les opérations et les personnes concernées ne sont comptées par contre qu'une fois par année, aussi lors de prolongations de mesures.

Exploration du réseau câblé | Depuis l'entrée en vigueur de la LRens, le SRC est aussi habilité à procéder à l'exploration du réseau câblé pour la recherche d'informations sur des événements importants en matière de politique de sécurité se produisant à l'étranger (art. 39 ss LRens). Comme l'exploration du réseau câblé passe par l'étranger pour la collecte d'informations, elle n'est pas considérée comme une mesure de recherche soumise à autorisation en Suisse. L'exploration du réseau câblé ne peut toutefois être réalisée qu'avec la participation d'exploitants des réseaux filaires et d'opérateurs de télécommunications suisses ayant l'obligation de transmettre les signaux correspondants au Centre des opérations électroniques de l'armée suisse. C'est pourquoi la LRens, à l'article 40 s., prévoit pour confier un mandat d'exploration à un exploitant ou à un opérateur l'obligation d'une autorisation selon une procédure analogue d'autorisation et d'aval pour les mesures soumises à autorisation. En 2020, deux mandats d'exploration du réseau câblé étaient en cours d'exécution.

Exploration radio | L'exploration radio est elle aussi axée sur l'étranger (art. 38 LRens), ce qui signifie qu'elle ne peut porter que sur des systèmes radio qui se trouvent à l'étranger. Dans la pratique, cela concerne avant tout les satellites de télécommunications et les émetteurs à ondes courtes. À l'inverse de l'exploration du réseau câblé, l'exploration radio ne requiert pas d'autorisation puisqu'elle ne peut pas comporter d'obligation d'informer pour les opérateurs de télécommunications. En 2020, 33 mandats d'exploration radio ont été émis.

Examens effectués dans le cadre du Service des étrangers et demandes d'interdictions d'entrée en Suisse | En 2020, le Service des étrangers du SRC a examiné 3752 demandes sous l'angle d'une mise en danger de la sécurité intérieure (accréditations pour des diplomates et des fonctionnaires internationaux ainsi que demandes de visa, de prise de fonction et soumises au droit des étrangers). Dans un cas, le SRC a requis le rejet de la demande d'autorisation de séjour. Le SRC a en outre examiné 861 dossiers de requérants d'asile sous l'angle d'une éventuelle mise en danger pour la sécurité intérieure de la Suisse. Dans 12 cas, il a signalé un risque potentiel pour la sécurité. Sur les 37 140 demandes de naturalisation que le SRC a examinées à l'aune de la LRens, il a recommandé dans quatre cas le rejet de la demande ou exprimé des réserves en ce qui concerne la sécurité. Dans le cadre de la procédure de consultation Schengen en matière de visas Vision, le SRC a examiné 163 792 fichiers selon le critère de la mise en danger de la sécurité intérieure, mais il n'a jamais recommandé de refus. En outre, le SRC a procédé à un examen des données

API (Advance Passenger Information) de 815 647 personnes portant sur 6218 vols. Les données API qui ne donnent aucun résultat lorsqu'elles sont comparées avec les données enregistrées au SRC sont effacées par ce dernier après un délai de 96 heures. Le SRC a par ailleurs demandé à fedpol de prononcer 157 interdictions d'entrée en Suisse (86 ont été prononcées, 63 demandes étaient encore en traitement à la fin de 2020 et 8 ont été renvoyées au SRC).

Contrôles de sécurité relatifs aux personnes | Dans le cadre des contrôles de sécurité relatifs aux personnes du service de Sécurité des informations et des objets du DDPS et de la Chancellerie fédérale, le SRC a effectué 2006 recherches d'informations à l'étranger et 150 examens approfondis relatifs à des personnes enregistrées dans les systèmes d'information et de stockage des données du SRC.

Liste des abréviations

API	Advance Passenger Information
LRens	Loi fédérale sur le renseignement
NTC	Institut national de test pour la cybersécurité
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAGC	Plan d'action global commun
PESCO	Permanent Structured Cooperation / Coopération structurée permanente
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan
PME	Petites et moyennes entreprises
RCEP	Regional Comprehensive Economic Partnership / Partenariat économique régional global
Traité New Start	New Strategic Arms Reduction Treaty / Traité de réduction des armes stratégiques
UA	Union africaine
UE	Union européenne
WEF	World Economic Forum / Forum économique mondial

Rédaction
Service de renseignement de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction
Mars-avril 2021

Contact
Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
E-mail : info@ndb.admin.ch
www.src.admin.ch

Diffusion
OFCL, Vente des publications fédérales,
CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
n° d'art. 503.001.21f
ISSN 1664-4697

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE
Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
www.src.admin.ch / info@ndb.admin.ch